

# LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS,

JOURNAL POLITIQUE

ET LITTÉRAIRE,

New-York.

VOL. III.

NEW-YORK, SAMEDI, 13 NOVEMBRE 1830.

NO. 75

## FRANCE.

### CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 3 septembre.

L'ordre du jour est la discussion en assemblée générale de la nomination de commissions pour l'examen de trois projets de loi déjà adoptés par la chambre des députés, qui sont relatifs : 1° à la demande d'un crédit extraordinaire de 5,000,000 ; 2° à la publication des listes électorales et du jury en 1830 ; 3° à la réélection des députés promus à des fonctions publiques ; 4° au développement de la proposition de M. le comte de Saint-Priest, relative à l'abrogation de la loi du sacrilège.

Le procès-verbal est adopté.

MM. le marquis Daragon, Vogué, de Coislin, comte Eymery prêtent serment.

M. le président donne communication à la chambre de plusieurs lettres par lesquelles MM. le duc de Damas-Crux et le comte Auguste de Talleyrand annoncent qu'ils refusent le serment qui leur est demandé.

M. le général comte Dode de la Brunerie annonce au contraire qu'il le prêterait aussitôt que sa santé lui permettra de se réunir à ses collègues.

M. de Broglie donne lecture à la chambre du projet de loi transitoire sur les élections, déjà adopté par la chambre des députés.

Acte est donné de cette présentation ; le projet de loi sera imprimé et distribué.

La chambre décide que les trois projets de loi seront renvoyés à des commissions.

M. de Saint-Priest est ensuite appelé à la tribune pour développer la proposition par lui faite de l'abolition de la loi du sacrilège.

M. le président ayant mis aux voix la prise en considération, elle a été ordonnée par la chambre.

M. le marquis de Mortemart, rapporteur de la commission chargée de l'examen des propositions relatives au règlement de la chambre, est de suite appelé à la tribune ; il conclut à l'adoption des propositions de M. le marquis de Malleville et de M. le baron de Barant, avec quelques modifications.

Ce rapport sera imprimé et discuté.

La séance est levée à trois heures et demie.

Séance du 6 septembre.

L'ordre du jour est :

1° Discussion en assemblée générale et nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi relatif au mode de pourvoir aux vacances dans la chambre des députés ;

2° Discussion ou nomination d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de M. de St-Priest, relative à l'abrogation de la loi du sacrilège ;

3° Rapport de la commission chargée de l'examen de la loi relative à la réélection des députés promus à des fonctions publiques ;

4° Discussion en assemblée générale du projet de loi relatif à l'enregistrement des actes de prêt sur dépôt de marchandises ;

5° Discussion en assemblée générale des projets d'arrêtés présentés par la commission chargée de l'examen des propositions relatives aux impressions de la chambre et la forme suivant laquelle seront discutées les propositions de loi ;

6° Rapport du comité des pétitions.

A 2 heures 25 minutes la séance est ouverte.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le comte de Ségur se présente pour succéder à la pairie de son grand-père.

M. le président choisit pour examiner ses titres, MM. le duc de Dalmatie, de Barante et comte de Caraman.

M. de St. Roman fait savoir qu'il n'est pas dans l'intention de prêter le serment.

M. le comte Donatien de Sesmaisons est admis dans la chambre, présenté par M. le duc de Dalmatie et M. le comte de Saint-Aulaire.

M. Dupont (de l'Eure) monte à la tribune et donne lecture du projet de loi déjà adopté par la chambre des députés concernant le rappel des bannis.

Le projet de loi pour la nomination des députés à remplacer est renvoyé à la commission chargée de l'examen du projet de loi sur la révision des listes électorales.

La proposition de M. de Saint-Priest est renvoyée à une commission, composée de MM. St-Priest, de St-Aulaire, de Caraman, duc d'Alberg, marquis de Malleville, duc de Massa, et comte de Sissy.

M. le baron Portal, rapporteur de la commission chargée de l'examen de la loi relative à la réélection des députés promus à des fonctions publiques, a la parole, et propose, au nom de cette commission, l'adoption pure et simple de la loi.

Ce rapport sera imprimé et la discussion s'ouvrira mercredi.

M. le comte Simonin monte à la tribune pour développer la proposition par lui faite, d'attribuer au jury la connaissance des délits politiques et de la presse.

Le noble pair, après divers développements sur les lois de 1819 et 1822 relatives à la juridiction du jury, dans les délits et crimes de la presse, soumet à la chambre le projet suivant :

Art. 1er. La connaissance de tous les délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication, énoncé en l'art. 1er de la loi du 27 mai 1822, ou prévus par les lois du 9 juin suivant et du 18 juillet 1823, concernant les journaux et écrits périodiques, est attribuée aux cours d'assises.

2. La poursuite de ces délits aura lieu d'office et à la requête du ministère public, sous les modifications contenues dans les art. 2, 3, 4 et 5 de la loi du 26 mai 1829 ; il y sera procédé conformément aux dispositions de ladite loi.

3. En conséquence, les dispositions de l'art. 16, de la loi du 25 mars 1822, sont et demeurent abrogées.

4. La connaissance des délits politiques est particulièrement attribuée aux cours d'assises ; ils seront poursuivis d'office à la requête du ministère public.

5. Sont réputés délits politiques tous les délits prévus par les chapitres 1er et 2 du livre III du Code pénal et l'art. 9 de la loi du 28 mars 1822.

Cette proposition est prise en considération, et sera renvoyée dans les bureaux.

On passe à la discussion de la loi sur l'enregistrement des actes de prêt sur dépôt de marchandises.

Personne ne demandant la parole sur l'ensemble de la loi, M. le président met en discussion l'article unique.

M. Roy : Le projet de loi qui nous est soumis n'est basé que sur les malheureuses circonstances dans lesquelles se trouve le commerce, cet état ne peut durer ; il me semble alors que la loi n'aurait dû être que provisoire, proposée pour une ou deux années.

M. Calmon, commissaire du gouvernement, monte à la tribune : Depuis longtemps le commerce entier, dit-il, appelle de ses vœux la loi qui vous est proposée ; les circonstances ont déterminé le gouvernement à céder à ses desirs : le fisc pourra perdre à cette mesure 5,000 fr. pour la ville de Paris, et 80,000 pour toute la France ; mais cette perte sera compensée par les avantages que l'on retirera d'autres branches de commerce.

Cet article est mis aux voix et adopté ; on passe au scrutin. M. le comte Lanjuinais fait l'appel nominal.

Nombre des votans, . . . . . 97

Pour . . . . . 92

Contre . . . . . 5

Nuls . . . . . 3

La séance est levée à quatre heures.

Séance du 7 septembre.

A deux heures et demie, M. le baron Séguier occupe le fauteuil. Le prince royal assiste à la séance.

Après l'adoption du procès-verbal, l'ordre du jour appelle la discussion sur la nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi se compose de MM. de Cadore, Choiseul, de Saint-Aulaire, Bastard, Malleville, Decazes, de Tascher et Monnier.

Une commission de sept membres est nommée pour l'examen de la proposition de M. Simonin, relative à l'application du jury aux délits de la presse. Elle se compose de MM. St-Aulaire, Bastard, Malleville, Decazes, de Tascher et Monnier.

M. de Saint-Aulaire, rapporteur de la commission chargée de l'examen de la proposition de M. de St-Priest, monte à la tribune. Il propose l'abrogation pure et simple de la loi du sacrilège. Son rapport sera imprimé et distribué. La discussion s'ouvrira jeudi.

M. d'Houdetot, rapporteur de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif au crédit de cinq millions, propose l'adoption pure et simple du projet.

La discussion s'ouvre immédiatement.

Les articles et l'ensemble du projet sont successivement mis aux voix et adoptés.

Le scrutin pour l'adoption définitive donne pour résultat 91 votans, 90 oui et un non. La chambre adopte.

L'ordre du jour appelle la discussion des projets proposés par la commission du règlement. Les modifications proposées sont adoptées à l'unanimité.

M. de Cazes fait un rapport sur le projet de loi relatif à la révision des listes électorales. Après ce premier rapport, il en fait un second sur le projet de loi relatif à la réélection des députés promus à des fonctions salariales. Ces deux rapports seront imprimés et distribués. La discussion s'ouvrira jeudi. Le noble pair propose une loi sur l'organisation départementale.

La séance est levée à 5 heures.

### CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. LAFFITTE.

Séance du 2 septembre.

A une heure, la séance est ouverte.

M. Pavée de Vandœuvre donne lecture du procès-verbal.

M. Lardemelle, rappelé à l'ordre dans la dernière séance, paraît prêter attention à cette lecture, et prendre quelques notes. On pense qu'il va demander la parole, mais il sort de la salle.

Le procès-verbal est adopté.

M. Perrier de Sautans donne sa démission.

M. le ministre de la justice a la parole pour une communication ministérielle.

Je vais avoir l'honneur de donner connaissance à la chambre d'un projet de loi :

LOUIS-PHILIPPE, roi des Français,

Avons ordonné que le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en notre nom à la chambre des députés par notre garde-des-sceaux, ministre de la justice ; par M. Dupin aîné, membre de notre conseil des ministres ; et par M. Mérilhou, conseiller d'état, que nous chargeons d'en développer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Art. 1er. Le corps des juges auditeurs près les tribunaux de première instance est supprimé.

En conséquence, et quel que soit le nombre des juges qui composent les tribunaux auxquels ils sont attachés, tous les juges auditeurs, sans distinction, cesseront immédiatement leurs fonctions.

2. Ils pourront être appelés aux fonctions de juges suppléants ou à celles de substituts et procureurs du Roi, dans les divers tribunaux de première instance, quand ils auront atteint l'âge de 25 ans.

3. Les juges suppléants pourront être appelés aux fonctions du ministère public si les besoins du service l'exigent.

A Paris, le quart des juges suppléants sera attaché au service du ministère public sous les ordres du procureur du Roi.

4. Le nombre des juges suppléants près le tribunal civil de la Seine, est dès à présent porté à vingt.

Le gouvernement pourra le porter à vingt-cinq si les besoins du service l'exigent sur la délibération du tribunal et sur l'avis de la cour royale.

Dans les autres tribunaux, le gouvernement pourra pareillement créer de nouveaux juges suppléants sur la délibération des tribunaux respectifs et sur l'avis des cours royales ; savoir : un dans les tribunaux qui ont quatre juges suppléants et au-dessus, et deux dans les autres tribunaux.

5. Il sera pourvu sans retard aux places de juges suppléants vacantes ou qui viendraient à vaquer dans tous les tribunaux de première instance.

6. Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

La chambre donne acte au ministre du roi de la présentation du projet de loi, en ordonne l'impression et la distribution et le renvoie à l'examen préparatoire des bureaux.

L'ordre du jour est la discussion du projet de loi tendant à rapporter les articles 3 et 7 de la loi du 12 janvier 1816.

M. Labbey de Pompières a la parole ; il propose la suppression de l'article 2.

M. Berryer propose des amendemens que nous ferons connaître dans la discussion.

M. Dupin aîné : On reproche à la loi ce qui fait son mérite, on lui reproche son laconisme. Quand on rend justice on est simple et vrai, on peut être laconique. Rien n'est plus simple que de faire cesser le mal dont on a à se plaindre, et qui s'est introduit dans la société.

On nous a dit : Quelle nécessité y avait-il de présenter une pareille loi ?

La nécessité d'obéir aux lois, de rentrer dans la Charte, de vouloir ce qu'elle veut, de faire cesser ce qu'elle ne veut pas. La Charte avait commandé l'oubli des votes, la recherche des opinions. C'était là un gage de paix, de tranquillité publique.

Au mépris de la Charte, on s'est ressourcé avec aigreur, avec haine. Les proscriptions ont été frappées par une loi datée de janvier 1816. Justice doit leur être rendue par une loi datée de septembre 1830. (Bravos à gauche.)

M. Etienne : On dit qu'une loi est inutile parce que le roi a le droit de faire grâce, mais on ne peut pas révoquer une proscription établie par une loi que par une autre loi. On a voulu le laconisme du projet de loi, on se borne à voter pour l'adoption du projet, sans en discuter le fond.

A gauche : Très-bien ! très-bien ! aux voix !

Un membre à gauche demande la parole. Aux voix ! aux voix !

M. le président donne lecture du 1er article du projet de loi ainsi conçu : Art. 1er. Les Français bannis, en exécution des articles 3 et 7 de la loi du 12 janvier 1816, sont réintégrés dans tous leurs droits civils et politiques, et peuvent, en conséquence, rentrer en France.

Ils sont aussi réintégrés dans les biens et pensions dont ils auraient été privés par suite de la dite loi, sans préjudice des droits acquis à des tiers.

Cette dernière disposition est applicable à ceux qui seraient déjà rentrés en France, en vertu de décisions particulières.

M. Berryer a proposé un amendement qui est rejeté.

L'art. 1er est adopté.

2. Néanmoins, les pensions dont le rétablissement est ordonné par le précédent article, ne commenceront à courir que du jour de la publication de la présente loi.

Adopté.

3. Il n'est pas dérogé aux dispositions contenues dans l'article 4 de la loi précitée.

L'article est adopté.

On procède à l'appel nominal ; voici le résultat du scrutin :

Nombre des votans, . . . . . 237

Majorité, . . . . . 118

Boules blanches, . . . . . 216

Boules noires, . . . . . 31

La chambre adopte.

M. le ministre de la guerre a la parole et développe les motifs du projet de loi suivant :

LOUIS-PHILIPPE, Roi des Français,

Nous avons ordonné et ordonnons que le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la chambre des députés par notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, et par MM. Allent, conseiller d'état, et Martineau, maître des requêtes, que nous chargeons d'en soutenir la discussion.

Art. 1er. La force du contingent à appeler chaque année, conformément à la loi du 10 mars 1818, pour le recrutement des troupes de terre et de mer, sera déterminée par la chambre dans chaque session.

2. L'art. 5 de la loi du 18 mars 1818 et l'art. 1er de celle du 9 juin 1824 sont abrogés.

3. Sont maintenues toutes les dispositions des deux lois qui ne sont pas contraires à la présente loi.

Paris, 29 août.

M. le ministre de l'intérieur lit ensuite à la chambre l'intitulé de 35 projets de loi relatifs à des intérêts locaux.

Ces différens projets seront examinés dans les bureaux.

La séance est levée.

Il n'y a pas de séance publique indiquée pour demain.

Samedi rapport de pétitions.

Séance du 4 septembre.

M. le président procède par la voie du sort au renouvellement des bureaux. Il donne ensuite lecture à la chambre de la lettre suivante :

M. le président,

» Tombé malade au moment où j'allais me rendre à la chambre, je n'ai pu assister à ses premières séances. Je m'y serais élevé, comme plusieurs de mes honorables amis, contre le droit qu'elle s'est attribué d'ôter et de donner la couronne, ainsi que de changer la Charte. (Oh ! oh ! oh !)

» Dans l'état actuel des choses, je ne me démet pas du mandat dont je suis revêtu ; mais je me refuse à siéger dans une chambre où ma présence serait en opposition avec le serment que j'avais prêté pour avoir le droit d'y être, et avec tous les sentimens qui avaient fondé dans mes commettans la confiance dont ils m'honoraient. (Hilarité.)

» J'ai l'honneur, etc.

» Le marquis de La Boissière, député de Morbihan.

MM. La Rochefoucault et Bavoux déposent sur le bureau des propositions de lois. Elles seront lues dans les bureaux et développées s'il y a lieu en séance publique.



M. de St-Hermine, nommé préfet de la Vendée, demande un congé d'un mois; il est accordé.

M. Daumant, rapporteur de la commission des pétitions, a la parole. Un grand nombre d'habitants de couleur libres de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), se plaignent de ce que des arrêtés de réglemens, des ordonnances coloniales et des lettres ministérielles leur ont enlevé le bienfait de l'égalité devant la loi qui leur assuraient les ordonnances de Louis XIII et de Louis XIV. Ils demandent à jouir des mêmes droits civils et politiques que les blancs de nos colonies.

Un grand nombre d'hommes de couleur libres de la Martinique font les mêmes réclamations.

La commission propose le renvoi de ces nombreuses réclamations à M. le ministre de la marine et des colonies et le dépôt au bureau des colonies.

M. Alexandre Delaborde : Il est temps de s'occuper d'une population tout entière qui gémit sous le joug le plus dur. Le jour de la justice est venu pour tout le monde. Depuis longtemps on a demandé la création d'une commission pour s'occuper des colonies, cette demande a toujours été repoussée. Dans ce moment où on s'occupe de modifier la plus stupide de toutes les aristocraties, l'aristocratie de la peau. (Éclats de rire.) Je demande le renvoi des pétitions à MM. les ministres de la justice et de la marine.

M. Sébastiani, ministre de la marine : Le gouvernement s'occupe en ce moment de la législation sur les colonies. Mais la chambre doit sentir qu'un travail aussi étendu ne peut être improvisé. Déjà on a pris des mesures pour que le nom de Monsieur soit donné aux noirs. Ils seront admis partout.

Ils pourront librement se montrer dans les lieux publics.

La législation existante, quelque déficiente, quelque monstrueuse qu'elle soit, doit jusqu'à nouvel ordre recevoir son exécution, sous peine de bouleverser les colonies.

MM. de Tracy et Laisné de Villevesque appuient le double renvoi et font des vœux pour qu'en attendant on établisse le code noir dans les colonies.

M. Sébastiani : La code noir est tombé en désuétude. Il faudrait longtemps pour le remettre en vigueur. Le gouvernement s'occupe d'une nouvelle législation. Le projet en sera soumis avant peu à la chambre. Je livre cette considération à la raison de mes collègues.

La pétition est renvoyée aux ministres de la marine et de la justice. Copie sera déposée au bureau des renseignements.

Le sieur Cochrane, ancien gouverneur de l'île anglaise de la Dominique, réclame le paiement d'une créance résultant des avances qu'il fit en 1801 aux autorités françaises de la Guadeloupe.

La commission propose le renvoi au ministre de la marine et des colonies.

M. le général Lafayette : J'appuie la proposition qui vous est faite par le rapporteur de votre commission.

Je profiterai de cette occasion pour présenter quelques observations bien courtes sur un objet fort important pour le commerce français. (Mouvement marqué d'attention.)

La reconnaissance des républiques de l'Amérique du Sud a été faite par les États-Unis. L'Angleterre, avec quelque hésitation, s'est décidée à la reconnaître. Jusqu'à présent cette reconnaissance, en France, a été retardée par je ne sais quels procédés de deux camarilla. Je sais que le gouvernement actuel s'occupe de cette reconnaissance avec intérêt. Je profiterai de la présence de M. le ministre des affaires étrangères pour le prier de vouloir bien informer la chambre, autant qu'il le pourra, de ce que le gouvernement a pu faire.

M. Molé, ministre des affaires étrangères : Je remercie l'illustre général de me donner l'occasion de m'exprimer devant la chambre sur cette question. Le gouvernement a décidé cette question, qui, il faut le dire, avait été jusqu'ici beaucoup trop différée. Le roi m'a ordonné d'écrire à nos amis près des gouvernements américains et à ceux des mêmes gouvernements qui sont ici qu'il est prêt à reconnaître l'existence

De toutes parts : Très bien ! très bien !

M. Méchin appuie la pétition du sieur Cochrane.

La chambre, après avoir voté le renvoi aux différents ministres de plusieurs pétitions qui ont pour objet l'abrogation de la loi sur la septennalité, le rapport de la loi du sacrilège, l'institution du jury pour les délits de la presse, l'abolition du double vote, passe à l'ordre du jour pour plusieurs autres, notamment sur celle-ci :

Le sieur Flanier, propriétaire à Marli, réclame contre l'établissement des Juifs en Europe, principalement en France.

La séance est levée à six heures.

Lundi, séance publique, pour entendre les développemens de la proposition de M. Humblot Conté, sur la loi communale.

#### Séance du 6 septembre.

A une heure la séance est ouverte.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. le général Sémélé chargé d'une mission par le gouvernement, demande un congé. — Accordé.

M. de Kératry a la parole pour le rapport sur la proposition de M. Demarçay, tendante à nommer, pour examiner le budget, autant de commissions qu'il y a de ministères.

Cette proposition présente de nombreux avantages, tels, par exemple, que l'économie du temps et un examen plus approfondi du budget. Elle présente aussi des inconvéniens très graves.

La commission a reconnu que si l'on nommait autant de commissions qu'il y a de ministères, 63 députés seraient employés à la commission du budget (dépenses), et 12 à la commission du budget (recettes), en tout 75.

Ce nombre considérable de députés détournés pendant un mois de tout autre travail serait un inconvénient; un autre inconvénient résulterait aux yeux de la commission de l'investigation minutieuse et même tracassière qui naîtrait d'un examen divisé à l'infini.

La commission a donc essayé de résoudre le problème en prenant un terme moyen, qui sera sans doute approuvé par l'opinion publique. Elle propose la rédaction suivante :

Art. 1er. Chacun des bureaux de la chambre nommera 3 de ses membres pour l'examen du budget (dépenses et recettes).

Art. 2. Cette commission, ainsi composée de 27 membres, pourra se diviser en autant de sections qu'elle le jugera convenable, et chacune pourra être affectée à l'examen du budget d'un ou de plusieurs ministères.

Art. 3. Les rapports de chaque section, après avoir été lus en assemblée générale de la commission, pourront être successivement portés à la chambre, qui délibérera sur les divers budgets dans l'ordre de leur présentation officielle, à moins qu'un autre ordre ne soit proposé et consenti par le gouvernement.

Art. 4. Il sera voté par un seul scrutin secret sur l'ensemble du budget des dépenses.

Art. 5. Quel que soit le nombre des membres de la commission des recettes, et quel que soit celui de ses sections, il ne sera fait sur la loi des voies et moyens qu'un seul rapport à la chambre.

La chambre ordonne l'impression et la distribution de ce rapport, et fixe à mercredi prochain la discussion de cette proposition réglementaire.

MM. Boissy d'Anglas et Benjamin Constant déposent, sur le bureau, des propositions qui seront communiquées aux bureaux.

M. Humblot Conté a la parole pour développer sa proposition relative à l'organisation municipale.

J'ai fait, dit-il, plusieurs amendemens au projet de la commission de 1829, et j'ai pensé d'abord qu'il fallait, dans l'administration des communes, se garder de porter atteinte à la prérogative royale. J'ai indiqué quelques changemens dans les conseils municipaux, qui m'ont semblé présenter plus de garanties.

L'honorable député entre ici dans le détail des amendemens qu'il propose au projet de loi de 1829. Il indique le moyen de conserver la prérogative royale en prenant un tiers parti entre les inconvéniens des sociétés populaires et les abus du gouvernement absolu. Il laisse en conséquence au Roi le droit de nommer les maires, mais il devra les prendre dans les candidats qui lui seront présentés par la commune.

L'honorable membre indique de nombreuses améliorations, et lit le projet qu'il a amendé et qui est composé de près de 100 articles.

M. Audry de Puyraveau pense que le projet doit être ajourné.

L'ajournement de la proposition est mis aux voix et rejeté; l'extrême gauche seule vote pour l'ajournement.

La proposition est prise en considération; elle sera renvoyée à une commission.

La séance est levée à quatre heures.

Il n'y aura pas de séance demain.

(Correspondance particulière.)

BRUXELLES, 12 octobre.

Vous pouvez être presque certain qu'on fera au Prince d'Orange l'offre de la souveraineté de la Belgique, à la condition qu'il adhérerait au plan de constitution arrêté par les chefs actuels de la révolution. Les ennemis de cette mesure, les plus violents en apparence, la favorisent secrètement. A en juger par le *Courrier des Pays Bas*, on supposerait que cette feuille est contre le projet. Il n'en est pas ainsi. Les rédacteurs s'y opposent ostensiblement, mais ils publient en même temps des extraits de autres journaux, par lesquels la mesure est recommandée, comme nécessaire au salut du pays. Il existe cependant un fort parti républicain, et bien que la chose paraît étrange, il en est qui voudraient appeler le prince de Saxe Cobourg au trône. Toutefois, ce parti est très peu nombreux.

Le général Van Halen a été remercié pour faire place au général-major Goethaels qui est nommé général de division, chef du comité de la guerre.

LA HAYE, 12 octobre. — M. Bertin de Vaux, nouvel ambassadeur de France près de notre cour, est arrivé, ainsi que le prince Troubetzkoi, adjudant général de sa majesté l'empereur de Russie.

Les lettres d'Anvers confirment qu'il existe dans le sud un grand parti en faveur du prince d'Orange, et qu'on a lieu d'espérer de plus en plus que l'ordre et la tranquillité seront rétablis dans ces provinces, par des négociations amicales.

LONDRES, 15 octobre.

Nous avons reçu aujourd'hui les journaux de Paris du 14 et ceux des jours précédents. Ils ne renferment rien d'important qui ne soit déjà connu sur la situation de la France. Mais si nous devons avoir confiance dans les rapports qui viennent d'Espagne, et nous fier à notre propre opinion à ce sujet, une guerre civile est très prochaine dans ce pays. On y a mis en pratique un système complet de terreur qui expose à la mort les personnes impliquées dans la discussion de tout projet tendant à établir une autre forme de gouvernement. On nous dit que la mesure n'a pas atteint son objet, que loin de là, le décret a été reçu avec indignation par le public. Le roi est effrayé des volontaires royaux. Dans le fait, il paraît être environné de dangers.

Nous apprenons d'Aix la Chapelle qu'une division prussienne a passé à Cologne, et qu'un second corps a traversé le Rhin à Coblenz. On croit généralement qu'une armée d'observation va être placée sur la frontière de la Belgique.

(British Traveller.)

Aujourd'hui, 12 octobre, le roi a reçu en audience particulière S. Exc. Mgr. Lambruschini, accrédité en qualité de nonce du St-Siège; le comte de Lowenhielm, envoyé extraordinaire de S. M. le roi de Suède et de Norvège; et le colonel Soilage, chargé de remettre à S. M. une lettre de S. A. le grand duc de Bade.

(Moniteur)

Des lettres de Francfort annoncent que le gouvernement autrichien a transmis à M. Otterfeldt son intermédiaire à Constantinople une note d'après laquelle ce ministre est chargé de conseiller au Divan d'accéder à la demande du général Guilleminot au sujet de la reconnaissance du roi des français, mais à la condition expresse de l'évacuation immédiate d'Alger, qui déjà a été promise à l'Angleterre.

12 octobre. — Le préfet de Lille vient d'informer le gouvernement par une dépêche télégraphique que les Belges ont refusé l'entrée de leur territoire aux divers détachemens de volontaires qui se présentent pour servir le pays. La gendarmerie et la garde urbaine ont été stationnées

MADRID, 4 octobre.

Un événement horrible a eu lieu la nuit dernière. Le supérieur du couvent de St-Basil a été trouvé mort dans son lit recouvert d'un matelas, et la tête séparée du corps. Il était connu pour être modéré; dans plusieurs occasions il avait protégé les libéraux de la fureur des apostoliques, et venait, en dernier lieu, d'interdire le service de la messe à plusieurs des frères du couvent, en raison de leur conduite licencieuse. On croit que ces mêmes moines l'ont assassiné.

Le roi a montré dernièrement de la défiance des volontaires royaux. Le 1<sup>er</sup> du mois, anniversaire de la sortie de Cadix, il était dans l'usage de se faire escorter par eux dans une promenade publique. Elle n'a point eu lieu cette année. A dire vrai, le roi et sa camarilla vivent dans les alarmes, et dans une agitation continuelle.

Notre capitaine-général vient de recevoir sa démission. Une mésintelligence avec le ministre de la guerre paraît en être la cause.

— Les arrestations continuent à Lisbonne. Plusieurs personnes, viennent d'être jetées dans les prisons.

Le *Tems* rapporte qu'un emprunt d'un million sterling, a été négocié entre la régence de Terceira et la maison Maberly et Cie. Le but de la régence est de commencer ses opérations sans délai contre don Miguel, et après l'avoir précipité du trône, d'établir la jeune reine dona Maria, avec la charte constitutionnelle.

— On apprend par des lettres de Toulon, que l'armée française en Afrique, va être réduite à 12 ou 15,000 hommes. Le reste effectuera son retour en France. Il paraît que cette mesure est dictée par la difficulté qu'on aurait à se procurer des vivres pour une force plus considérable, dans un pays qui n'est pas entièrement soumis.

## ÉTATS-UNIS.

### NEW-YORK.

Le *Brighton* apporte des nouvelles de Londres jusqu'au 15 octobre.

Nous donnons aujourd'hui la lettre de notre Correspondant Parisien du 29 septembre, arrivée après celle du 8 octobre que nous avons publiée.

### LETTRES ÉCRITES DE FRANCE, AU RÉDACTEUR DU COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

No. LVIII.

PARIS, 29 septembre 1830.

MONSIEUR,

Je ne m'attendais pas lorsque je vous parlai dernièrement de quelques sociétés populaires qui semblaient avoir éveillé l'attention du gouvernement, qu'elles deviendraient tout-à-coup un sujet d'alarmes pour la France, de division et de dissolution momentanée dans le ministère, et qu'on leur donnerait enfin une telle importance que le club des amis du peuple composé il y a dix ou douze jours d'une centaine de membres tout au plus, serait aujourd'hui porté à plus de six cents, et verrait à ses séances un public dix fois plus nombreux que celui qui se presse dans les tribunes de la chambre des députés. Voilà le résultat d'un procès maladroît qui a attiré tous les regards sur les amis du peuple, fait désirer ardemment de juger de leurs vues et de leurs projets; et comme ni dans les principes

avoués, ni dans les personnes connues on ne pouvait rien trouver de condamnable, on a supposé des trames secrètes, des projets coupables, on a parlé des théories de la Montagne et de Babeuf qu'il s'agirait de réveiller et de mettre en pratique. Les uns ont vu d'avance les assemblées primaires se réunir, les échafauds reparaitre, le partage des terres demandé, les fortunes particulières jetées au pillage de la multitude, enfin l'égalité ou la mort revivait avec la carmagnole et le bonnet rouge. Une terreur vraie ou supposée s'est emparée d'une foule de gens perfides ou timides. Le commerce qui, dans l'agitation des affaires et l'incertitude des événemens, éprouve une stagnation complète, ne pouvant plus s'en prendre aux absolutistes de Charles X, s'en est pris aux clubistes de la rue Montmartre : des pétitions ont été signées contre eux à Paris, à Lyon et dans diverses autres villes de France. MM. de Broglie et Guizot ont demandé leur dissolution dans le conseil. M. de Broglie apportait un projet qui eut légalisé les sociétés populaires, mais leur eut interdit toute réunion pendant une année. Le projet ne fut point approuvé. M. de Broglie donna sa démission; M. Guizot imita son exemple. Le roi chargea M. Lafitte de recomposer le ministère; alors grand embarras. MM. Casimir-Perrier, Dupin, Molé, Gérard, Sébastiani même veulent se retirer. MM. Odillon-Barrot, Ménilhou qui l'on se proposait de faire entrer au ministère de l'intérieur, sont jugés trop jeunes encore, trop inexpérimentés dans les affaires; d'ailleurs ils ne sont point députés, n'ont point d'appui dans les chambres. Bref, le conseil divisé à minuit se réforme une heure après, et la perte des clubs est résolue. Vent la séance de la chambre des députés, où leur existence est déclarée pernicieuse et funeste aux intérêts du pays et à la tranquillité publique, où l'on déclare leur existence illégale, où on les proscriit en vertu d'un article du code que l'on proclame lui-même pernicieux et funeste à la liberté.

C'est le soir que les amis du peuple tiennent leur séance.

Le local qu'ils ont choisi est un manège de la rue Montmartre, vaste, mais qui ne peut cependant contenir tous les auditeurs qui sont accourus. Non-seulement le manège, mais la cour qui le précède est encombrée par le public qui reflue dans la rue. Tous les passans, tous les badauds veulent aussi voir ce que l'on voit, entrer où l'on entre. La garde nationale prévenue d'avance arrive de tous côtés; elle cerne les rues adjacentes, se forme en bataille devant la porte du manège. Tout le quartier Montmartre peut se figurer que Paris va être témoin d'un siège ou d'un combat.

Dans l'intérieur du manège c'était une scène tout différente.

Les spectateurs réunis, foulés, et parmi lesquels se trouvaient nombre d'agens de l'ancienne police, de l'ancienne cour, et quelques pétitionnaires contre les sociétés, s'agitaient en sens divers. La séance s'était ouverte au milieu du tumulte et du bruit; deux ou trois cris d'à bas les clubs, s'élevaient à l'entendre et l'un des membres de l'assemblée y avait répondu que sous un régime libre chacun devait jouir en tout temps et partout de la liberté même de siffler. Le silence s'établit; ce même membre, dont le nom est Marart, propose d'adresser une requête au Roi pour l'engager à former des entrepôts de commerce dans toutes les villes de France et de détruire ainsi le monopole et le privilège. Un autre membre propose à l'assemblée de seconder de ses lumières et de ses efforts un projet ingénieux d'échange commercial, etc. Pendant que ces paisibles propositions sont en délibération, un officier de la garde nationale se présente, demande au président la permission de lui parler, et lui annonce que la foule réunie autour du manège troublant l'ordre public et alarmant dans cet instant les citoyens, il serait à désirer que les amis du peuple pussent lever aujourd'hui leur séance et remettre à un autre moment les sujets en discussion. Un officier de l'état-major parle dans le même sens au nom du général Lafayette. Divers membres demandent et prennent la parole; le procès-verbal de la séance telle qu'elle s'est passée est signé par l'officier d'état-major et celui de la garde nationale. Le président en vertu de son pouvoir discrétionnaire et pour prouver que les amis du peuple sont aussi les amis de l'ordre public, lève aussitôt la séance. L'officier de la garde nationale déclare hautement que ce n'est point un ordre qu'il a donné mais une prière qu'il est venu faire. Ces paroles sont couvertes d'applaudissemens. On se lève, on se forme en groupes, les propositions les plus raisonnables, d'autres d'une violence extrême s'échangent de tous côtés. Les uns veulent qu'à la première séance tous les membres se réunissent dans leurs costumes de gardes nationaux et décidés à défendre la liberté de leurs discussions par les armes. Un point seulement paraît universellement résolu, c'est de ne plus admettre le public dans la société sans examen préalable. Alors le ministère aura gagné la moitié de son procès, et je crois qu'il sentira qu'il faut abandonner le reste, se contenter de surveiller, ou, ce qui serait plus sage, de diriger les clubs, de rassurer la France sur leur compte au lieu de la laisser s'alarmer : car en vérité c'est pitié que de voir la terreur panique qu'ils inspirent et même avec des intentions coupables le peu d'influence que leurs membres peuvent et doivent de longtemps exercer.

Je ne vous raconte ici que ce dont j'ai été témoin. Je vous répète ce que j'ai vu et entendu. Vous pouvez juger par là de la vérité des récits faits dans les journaux d'après des bruits



et des oui-dire dont quelques-uns m'ont paru fort mensongers. Au reste la société des amis du peuple est la plus nombreuse et la plus importante de toutes nos sociétés. L'espèce de persécution qu'elle éprouve n'a fait qu'augmenter le nombre de ses membres loin d'éloigner ceux qui la composaient. Soixante-quinze membres nouveaux avaient été inscrits le jour même où la chambre des députés et le ministère s'élevaient contre les premiers. Les autres sociétés sont fort restreintes. Elles se réduisent à deux, indépendamment de deux autres qui existaient avant notre révolution et qui l'ont puissamment aidée, puisque l'une, *aide-toi, le ciel l'aidera*, a dirigé les élections qui ont amené les députés de la chambre actuelle, et que l'autre, les *amis de la vérité*, depuis le général Berton jusqu'à Caron et les malheureux sous-officiers de la Rochelle, a été en conjuration permanente contre la dynastie tombée. Une remarque assez singulière au milieu de tout ceci, c'est de voir M. de Broglie, un des fondateurs de la société de la liberté de la presse, et M. Guizot, président du comité directeur sous Charles X et contre Charles X, s'élever après leur triomphe contre les clubs publics, après avoir fait partie des clubs secrets. On ne peut se dissimuler que s'il y a incertitude et inquiétude causée par le ministère, elles viennent plutôt des personnes qui composent le conseil que de ses actes. Jamais l'aristocrate M. de Broglie avec sa fatuité et la camarilla d'intrigants qui l'entoure, jamais M. Guizot, émigré de Gand, homme de la restauration, doctrinaire ambitieux, qui parle de vœux politiques, de vastes projets, et passe son temps à de petites choses, à de petites circulaires, n'inspirera de confiance à la nation. MM. Louis et Molé ne sont pas plus populaires. M. Dupin est tout à fait dépopularisé. Aussi chacun s'attend que le ministère actuel ne durera pas quinze jours, ou sera dissous au plus tard après la réélection des députés. Cette réélection aura lieu le 20 octobre.

Mais qui remplacera les ministres en retraite ? M. Odillon Barrot n'en sera plus vieux que de quinze jours. La santé de M. Casimir Perrier, la position de M. Laffitte, la prévention contre M. Dupin, ministres sans portefeuille, ne permettent pas qu'on puisse compter sur eux. La révolution ministérielle doit nécessairement se faire dans le sens de la révolution de juillet. Il faut, je ne dis pas des hommes d'état, car il paraît que décidément nous n'en avons point, mais des hommes d'un caractère franchement et nettement prononcé. Il faut des hommes qui aillent en avant de la révolution et se montrent plus révolutionnaires que les révolutionnaires, s'ils veulent exercer quelque empire sur eux et les diriger au profit du nouvel ordre social et de la prospérité publique. Les clubs vous parleront de MM. de Schonen et Mauguin. M. de Schonen est un converti à la façon de M. Bavoux, et il y a maintenant méfiance contre les conversions. M. de Schonen et M. Bavoux, avant que je ne sache quels intérêts, quels sentimens froissés les eussent jetés dans les rangs libéraux, étaient d'un royalisme des plus exaltés. M. de Schonen avait un fils dont il n'avait su mieux faire qu'un officier du Roi qui n'en voulait pas, *inde ira*. M. Bavoux disait en 1815 à l'un des juges du jeune et infortuné Labadoyère : « que vous êtes heureux, vous pouvez au moins faire couper la tête à l'un de ces coquins là. » Il y a d'ailleurs beaucoup d'immoralité dans le caractère et la vie privée de ce député. L'on se demande aujourd'hui parmi ceux qui l'ont élu, comment il a pu obtenir à Paris les honneurs de la députation ; c'est vous dire qu'aux prochaines élections il ne sera point nommé. Quant à M. Mauguin, sa popularité momentanée me paraît bâtie sur le sable. S'il arrivait jamais au ministère, objet de ses vœux, il ne s'y soutiendrait pas vingt-quatre heures. Il est en grande défaveur auprès de la chambre et auprès du Roi. Il court même sur son compte les bruits les plus singuliers et qui pourraient bien lui ôter aussi cette faveur publique dont il semble entouré. Son caractère altier, ses dépenses et ses dettes sont peu faits pour inspirer la confiance et rattacher à lui les notabilités parlementaires dont jusqu'à nouvel ordre il ne lui serait pas possible de se passer. Mais voici deux faits assez bizarres et qui pourront donner à penser lorsqu'ils seront connus. Un des membres de la commission chargée d'interroger les ministres prisonniers me racontait que M. de Polignac, accusé par la commission d'un acte qu'il repoussait avec fierté, ajoutait : « Permis à vous, Messieurs, qui ne me connaissez point, de me croire capable d'un pareil acte : mais M. Mauguin que, pendant la durée de mon ministère, j'ai souvent eu le plaisir de recevoir dans mon cabinet, qu'il vous dise si je puis en être soupçonné. » D'un autre côté un ami intime de M. de Girardin, grand-veneur, affirmait hier devant moi que depuis quelque temps M. Mauguin avait des entretiens fréquents avec l'ex-officier de la couronne de Charles X, que dans la semaine il l'avait rencontré trois fois chez lui et qu'ayant questionné M. de Girardin sur ses visites, il en avait reçu une réponse évasive. Je sais très bien qu'il ne faut pas se laisser aller à des soupçons quelquefois dénués de fondemens, mais un fait certain c'est que l'élévation de M. Mauguin au ministère alarmerait beaucoup de personnes et n'en rassurerait aucunes.

Agréer, Monsieur, etc.

LE CORRESPONDANT PARISIEN.

Bourne vient de faire graver par Smillie, sur les dessins de C. Burton, plusieurs vues de New-York. Nous avons reconnu

Park-Place, American-Hotel, Bowling-Green, Landing places au bas de Cortland et de Barclay-Sts., Masonic-Hall, City-Hotel et les églises de Grace et de Trinity. Ces dessins ne laissent rien à désirer sous le rapport de l'exécution et du fini.

Une assemblée a été convoquée, la semaine dernière, à Tammany-Hall, et hier un nombreux comité d'Américains et de Français a dû s'y réunir pour aviser aux moyens de célébrer, le 25 de ce mois, la Grande Révolution de France. Nous nous empressons de signaler ce projet dont l'exécution ne saurait avoir trop d'éclat, pour être en harmonie avec les évènements mémorables qu'elle doit retracer.

Nous avons sous les yeux les premières livraisons des belles cartes de l'Europe que publie, à Bruxelles, Ph. Vander Maelen sur une échelle de 1/600,000<sup>me</sup>. Cet ouvrage magnifique qui se composera de 165 feuilles en 41 livraisons, est ce que nous avons vu de plus parfait dans ce genre. On en trouve le détail aux annonces.

Le Vestry de l'église épiscopale française du St-Esprit prévient la congrégation et le public qu'il y aura (si le temps est favorable), dimanche prochain, dans la dite église (Pine-St) à 10 heures et demie du matin, un service extraordinaire à la suite duquel on fera une collecte en faveur de la Société de Bienfaisance française de cette ville. Les personnes qui désirent contribuer à cette œuvre charitable sont invitées à y assister.

Nous avons été invités par M. le Consul de France à Philadelphie, à publier la note suivante :

*Souscription ouverte au Consulat de France à Philadelphie, pour les blessés de Paris.*

PREMIÈRE LISTE. — M. De Fontange, \$50 ; Made. la Baronne Danneberg, 10 ; M. Dannery, 20 ; E. Durand, 5 ; J. B. Prat, 10 ; John Troubat, 4 ; J. A. Biderman, 10 ; James R. Biderman, 3 ; E. R. Dupont, 30 ; Charles R. Dupont, 10 ; Alfred Dupont, 10 ; H. Dupont, 5 ; Alexis R. Dupont, 3 ; — total, \$170.

(Extrait de l'Abeille de la Nouvelle-Orléans.)

Par un arrivage récent, nous avons reçu des journaux de Vera-Cruz jusqu'au 11 du courant, de Mexico du 6, et de quelques autres villes de l'intérieur d'une date moins fraîche. Autant que nous avons pu en juger à la première inspection de nos liasses, ces journaux ne contiennent rien de bien important, si ce n'est que ce gouvernement qui, à l'époque de nos dernières dates, paraissait établi sur un volcan qui menaçait d'une éruption prochaine, semble se consolider aujourd'hui et acquiescer quelque considération aux yeux de la masse du peuple. Néanmoins, la tranquillité est loin d'être entièrement rétablie, des bandes armées continuent à parcourir le pays et à le dévaster. Par un édit de l'avocat-général de Morelia, Joseph M. Arrieta, daté du 24 septembre, l'ex-président général Vincent Guerrero est sommé de comparaître sous trente jours, pour être jugé d'après les lois, comme accusé de résistance à l'autorité suprême, à défaut de quoi il sera condamné comme rebelle par un conseil de guerre. Plusieurs chefs de bandes, dont les principaux sont Angon, Cadillos, Martinez, Gordiano-Guzman, Campos et Lozada, se sont réunis aux environs de la Mesa de Zambrano, dans l'état de Michoacan ; ils ont avec eux à peu près 1500 hommes.

On a découvert à Puebla une conspiration au moment où elle allait éclater ; Rosinos et Fernandez Victoria étaient à la tête ; tous deux ont été pris, et le dernier a été mis à mort sur le champ, en vertu de la condamnation à l'exécution de laquelle il avait échappé. Les autres seront jugés incessamment.

Les actes de rigueur se multiplient, mais, à ce qu'il paraît, sans succès. Indépendamment du colonel Francisco Fernandez Victoria, fusillé à Puebla, plusieurs autres officiers ont été exécutés à Mexico et dans d'autres villes, et ce qui est plus remarquable, qu'on n'en fait pas grand cas.

Le Censor de Vera-Cruz du 7 octobre, dit que la conducta est arrivée de l'intérieur, la veille, sans accident. Le même journal du 8 annonce aussi l'arrivée de M. Manuel Gomez Pedraza, à bord du paquebot de Bordeaux, No. 2. Dès que le commandant militaire de la place en fut informé, il lui communiqua l'ordre du gouvernement suprême de ne pas lui permettre de débarquer.

M. Pedraza est arrivé à la Nouvelle-Orléans vendredi dernier. Les nommés Loreto Catano et Reyes Veramendi ont été condamnés à mort par un conseil de guerre séant à Mexico, le 6 octobre.

## REVUE DES JOURNAUX EUROPÉES.

LE MORNING CHRONICLE.

Opinion publique. — A Paris, dans les départemens. — Journaux des provinces. — Changement de Ministère.

PARIS, 24 Septembre 1830.

Ayons ensemble un entretien sérieux. Ne vous laissez guider ni par les hommes superficiels, ni par les hommes que leur timidité tient constamment en alarmes. L'état de l'opinion publique en France doit être mis pleinement sous vos yeux. Il faut que vous sachiez que la révolution a été interrompue, mais qu'elle n'est pas terminée ; que cependant, pour finir la révolution il n'est besoin ni d'une guerre civile, ni d'une guerre étrangère. Mais la révolution doit avoir son cours, les droits et la liberté publique doivent être complètement établis et garantis. Ce sentiment domine par tout, d'un bout de la France à l'autre. L'opinion publique en France est un sujet d'observation de la plus haute importance. Que les lecteurs du *Morning Chronicle* se rassurent ; il n'existe point de causes d'alarmes : mais une grande surveillance est nécessaire et les gouvernements de l'Europe doivent comprendre que si la France a beaucoup acquis par la révolution déjà effectuée il y a bien plus à faire avant que cette révolution soit achevée. Les gens timides, âgés et faibles, les rentiers, ceux qui aiment la paix, non à cause des bienfaits qu'elle procure mais parce qu'ils ont peur, disent tous bien haut, « La révolution est terminée. » Mais ces mêmes hommes ne s'abusent point. Ils espèrent qu'au moyen de l'unanimité de leurs déclarations à cet effet, ils aideront à finir la révolution, vains efforts de leur part assurément. Jusqu'à ce que l'opinion publique soit satisfaite, et manifeste que tout ce qu'on attendait originairement a été obtenu par la révolution, elle ne sera pas arrêtée dans ses progrès.

Je vais dans cette lettre voyager avec vous en France. Commençons par le Pas de Calais. Suivez moi dans le département du Var. Partons de là pour les Landes, et revenons sur le Calvados. Quelque part que nous allions, cherchons à nous assurer de l'opinion publique.

Paris est notre point de départ. Il existe deux partis dans la capitale : l'un se compose des hommes de l'ancien système, et l'autre des personnes attachées au nouveau. Les premiers sont unis, les seconds divisés : ceux-ci sont en petit nombre, ceux-là forment une majorité considérable. Les uns ont été

défaits et conquis, les autres sont vainqueurs. Mais à Paris, les hommes du nouveau système sont divisés en trois partis.

1o. Le parti de la Charte. Guizot, Broglie, Molé, Dupin, et les hommes de leur école, sont à la tête de ce parti. Ils frémissent quand on prononce le nom de république et ne conçoivent rien de mieux que ce qui existe. Ils comparent le passé au présent, et vous disent « que n'avons nous pas gagné ? » Sans doute, s'il faut admettre la comparaison, le mieux est immense ; et la question est décidée, lorsqu'on établit un parallèle entre le gouvernement de Charles X, et les premières semaines de Louis-Philippe I. Cependant, ce parti est nombreux et ne manque pas de défenseurs zélés et puissants.

Les négocians de la capitale, les manufacturiers, les nobles libéraux, le centre gauche, une grande partie du centre droit de la chambre des députés, le Journal des Débats et ceux qui l'appuient, les capitalistes attachés à l'école libérale, qui redoutent la populace, autant que la chute des fonds publics, tous ces hommes tiennent au parti de la Charte. Des individus d'un grand talent, dont l'influence est grande, et d'autres, dont on reconnaît l'intégrité et la moralité publique et personnelle, sont attachés à ce système. Le Roi est, pour ainsi dire, plus libéral qu'ils ne le sont eux-mêmes. Mais le roi préfère ce parti à tout autre.

2o. Le parti Mauguin. Je vais essayer de vous en expliquer les principes en peu de mots, sans exagérer ni réduire sa force et son importance. Il tire son origine de M. Mauguin, député de l'extrême gauche, membre de la Chambre élu par la ville de Beaune, département de la côte d'or. M. Mauguin est un avocat de quelque célébrité, remarquable par son éloquence, et par un grand courage personnel. Il veut que la révolution ait son cours. Il demande une nouvelle chambre de députés. Il insiste pour que le pouvoir de faire des ordonnances soit limité : que la charte soit révisée. Il propose que la pairie ne soit plus héréditaire ; que la presse soit dégagée de toute espèce d'entraves ; que les juges ne soient pas nommés à vie ; que les électeurs soient habiles à voter à l'âge de vingt-et-un ans ; que les députés soient éligibles à vingt-cinq ; que l'on étende le droit de suffrage ; que les ministres d'un culte quelconque soient payés par leurs co-réligionnaires, et non par ceux qui n'appartiennent à aucune église, à aucune secte. Il recommande l'économie, et veut que de grands retranchemens soient faits dans les dépenses de l'état et dans celles du gouvernement. Quoiqu'il ne soit point opposé à un roi, il veut que ce soit un *Citoyen-roi*, et non un *Roi-citoyen*. Il espère voir le roi confondu avec le citoyen, et non le citoyen dans le roi. Ce parti est composé de la génération qui s'élève. La jeunesse de Paris n'en parle qu'avec enthousiasme ; elle sait très-bien que dans peu d'années la génération nouvelle l'emportera. M. Mauguin n'entend pas que la France soit gouvernée par des enfans ; d'autre part, il n'ignore pas que les enfans de 1830 seront des législateurs en 1835, et que dans cinq années la législation en France sera tout-à-fait différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Si la chambre était dissoute, que les députés fussent éligibles à vingt-cinq ans, et qu'on admit les votes à vingt-et-un, le parti Mauguin obtiendrait, en 1831, une majorité de 300 sur 430 députés dont se compose l'assemblée. Croyez à cette

voies. Aujourd'hui, à Paris, sur 100 jeunes gens de l'âge de 20 ans, 30 sont républicains ; oui, le parti républicain ! Ne pensez pas que l'idée en soit abandonnée, qu'on repousse ses principes, qu'il n'a point de partisans dans la capitale. Il est vrai que les meneurs sont divisés, quelques-uns ayant joint le parti Mauguin, et d'autres se tenant à l'écart afin de conserver la paix et de prévenir les désordres ; mais le peuple est toujours républicain. Le mot de *roi* ne sera jamais entendu avec plaisir par le peuple de la capitale. Il veut bien admettre Louis-Philippe comme son *Citoyen-Roi*, mais il préférerait que le roi portât un autre titre. Lafayette est toujours à la tête du parti républicain ; mais le vieux général est persuadé que la création d'une république dans ce moment pourrait troubler la paix de l'Europe. On prétend que Lafayette a dit à Louis-Philippe, le jour où la chambre des députés lui a offert la couronne de France : « Ceci est la meilleure des républiques. » Les amis de la paix et ceux du ministère actuel ont fait circuler le prétendu dire du Général, mais je vous déclare positivement et de la manière la plus solennelle que Lafayette n'a jamais fait usage de semblables expressions ni d'aucun langage dans le même sens. Lafayette est cordialement aussi républicain qu'il l'a toujours été, mais il est d'opinion que la cause de la liberté pourrait courir des dangers en France, si l'on essayait aujourd'hui d'établir la république. Il laisse donc à la jeunesse de réaliser un état de choses dont il peut à peine se flatter de voir l'accomplissement, car ses cheveux gris proclament son grand âge. Le parti républicain a ses sociétés, ses clubs, ses députés, ses pamphlets, ses journaux, des agents éclairés et infatigables. Il correspond avec les départemens, il est en relations suivies avec les Etats-Unis d'Amérique et peut compter sur un grand nombre de jeunes gens attachés au parti Mauguin.....

LE JOHN BULL.

« Quelqu'un peut-il supposer que le vieux Talleyrand fut venu ici à son âge, pour être hissé d'un bateau à vapeur à bord du vaisseau stationné à Douvres, emballé pour Londres et promené sans relâche dans la capitale jusqu'à ce qu'il pût joindre les ministres de sa majesté, s'il croyait que les choses fussent se passer tranquillement en France. « Non pas lui » il est de moitié trop fin pour sacrifier toutes ses aises, le rang et la popularité dont il jouit à Paris, pour venir passer un hiver brumeux à Londres où il n'est pas connu, et, s'il l'est, où le mépris et on le hait, s'il n'était pas certain que l'échafaudage tombera en pièces, et s'il n'avait pas un vif désir de ne pas se trouver sous les ruines, et d'être prêt en Angleterre à prêter son *quinzième* serment de fidélité à quelque nouveau pouvoir qui surgira dans le courant des six premiers mois de l'année prochaine. Il nous reste à voir quel effet l'insurrection de la Belgique produira sur les affaires de France. Mais il est une chose certaine, c'est qu'en cas de condamnation des ministres, si le gouvernement les fait exécuter, le moment où la hache tombera sur la tête de la première victime sera le dernier de cette monarchie nouvelle.



## SCIENCES NATURELLES.

## ZOOLOGIE.

## OBSERVATIONS SUR LA MIGRATION DES OISEAUX.

On sait que certaines espèces de poissons se rendent chaque année et à une époque fixe dans des parages déterminés. Le plus ordinairement pour y déposer leur frai; les poissons qui présentent les exemples les plus frappants de ces voyages périodiques sont les morues qui vers le mois de mai descendent des mers du nord vers les parages de Terre-Neuve; les harengs, dont les bancs immenses se montrent sur nos côtes à certaine époque de l'année; les maquereaux, les capelans, etc. D'autres animaux ont parfois aussi quitté en bandes nombreuses leur séjour habituel pour se diriger vers un autre point; c'est ainsi qu'on a vu des nuées de sauterelles opérer soudain une migration en masse, et des troupes de souris se diriger vers une île avec une force de volonté si opiniâtre que la mer même n'a pu arrêter leur impulsion. Cependant aucun de ces phénomènes n'est comparable au passage régulier et périodique des oiseaux; celui-ci a donné lieu à des observations récemment publiées par plusieurs ornithologistes étrangers, à la tête desquels il faut compter le célèbre M. Brehm; et nous allons emprunter aux mémoires de ces savants quelques-uns des détails les plus intéressants qu'ils contiennent sur ce sujet.

Tous les oiseaux consacrent aux voyages une partie plus ou moins grande de l'année; mais les uns reviennent toujours dans la même contrée, et ce n'est que là qu'ils se reproduisent, tandis que d'autres, n'adoptant aucune patrie, s'arrêtent suivant les circonstances dans des contrées diverses. Parmi les premiers, il en est qui passent dans leur pays natal seulement le temps nécessaire pour l'accomplissement, la construction du nid, la ponte et l'incubation des œufs, et l'éducation des petits, la plupart emploient à leurs voyages la moitié de l'année; mais quelques-uns n'émigrent que pendant très peu de temps; le loriot ne reste que trois mois dans les régions moyennes de l'Europe; l'alouette, au contraire, ne fait qu'une très courte absence. Les oiseaux vagabonds tels que les gros-becs, les chardonnerets, les pigeons, les grues, les rois des cailles, plusieurs espèces de hérons, de bécasseaux, d'oies et de canards, ne sont déterminés dans le choix du pays où ils établissent leurs nids que par les ressources qu'il leur offre pour leur subsistance. En 1819, les fruits du pin ayant manqué dans le nord, tandis qu'ils étaient très abondants dans l'Europe centrale, on vit dans celle-ci, dès le mois de juin, un très grand nombre de becs-croisés, oiseaux qui se nourrissent particulièrement de ces graines. La sécheresse de l'été de 1819 rendit arides les prairies des environs d'Altenbourg; aussi n'y vit-on presque point de rois des cailles qui y sont habituellement très communs; cette espèce se réfugia dans les vallées du Rhin où l'humidité avait entretenu une riche végétation. La rigueur plus ou moins grande de l'hiver dans les différents pays a aussi une grande influence sur la migration des oiseaux; l'hiver de 1821 à 1822 a été l'un des plus doux dans les régions moyennes de l'Europe, tandis que le froid était des plus intenses dans le nord; aussi vit-on arriver en Allemagne des oiseaux de bonheur poussant leur migration jusqu'à la Suisse, les bœuvillers jusqu'au-delà de Wittenberg, et les busards à pieds fuligineux se montrèrent dans nos forêts, où on ne les avait guère vus jusqu'alors. Le contraire a eu lieu pendant l'hiver suivant: la température en Allemagne était de 25° au-dessous de zéro, et n'était que de 5° en Suède et en Danemark; on ne vit donc que très peu d'oiseaux du nord; et ceux de nos contrées qui ne cherchèrent pas un refuge vers le septentrion moururent de faim.

On a observé, et ce fait est digne de remarque, que le passage hâtif de certains oiseaux annonce un hiver rigoureux; c'est ainsi que si l'on voit beaucoup de fauvettes de roseaux vers la mi-octobre, c'est le signe certain d'un grand froid imminent.

Les vicissitudes de l'atmosphère au moment de la migration ont aussi sur elle une grande influence; à l'appui de cette assertion M. Brehm rapporte de nombreux exemples qui ne laissent aucun doute à cet égard.

Après avoir indiqué les rapports qu'a l'état de l'atmosphère avec la migration des oiseaux, examinons comment elle s'opère. La plupart des oiseaux voyagent pendant la nuit; quelques espèces cependant ne font route que le jour; ce sont les oiseaux de proie diurnes, les corbeaux, les pies, les mésanges, les roitelets, les grimpeaux, les becs-croisés, les pinsons, les gros-becs, les chardonnerets, les becs-à-croix, les hirondelles et quelques autres; ceux qui voyagent la nuit sont les hiboux, les pies-grièches, les martins-pêcheurs, les merles, les gobe-mouches, les engoulevents, et un grand nombre d'oiseaux aquatiques; d'autres enfin ne s'arrêtent ni la nuit ni le jour; tels sont les hérons, les bergeronnettes, les bruans, les pluviers, les cigognes, les grues, les oies sauvages, les cygnes, etc. De plus, quand les circonstances rendent nécessaire une grande hâte, certaines espèces qui ne voyagent ordinairement que de nuit, les merles, par exemple, continuent leur route pendant le jour, sans presque prendre le temps de manger; cependant les oiseaux chanteurs proprement dits ne marchent jamais dans la journée, quelles que soient les circonstances où ils se trouvent. Comment se fait-il que ces animaux puissent se passer de sommeil pendant tout le temps de la migration? Telle est la force de ce besoin de voyage, que ce phénomène s'observe également chez ceux mêmes qui sont retenus en captivité; tant que dure le jour ils sont alertes comme d'habitude, et occupés seulement à prendre leur nourriture; mais la nuit, loin de chercher du repos, ils manifestent une grande agitation, chantent sans cesse dans leur cage, que l'appareil où ils sont placés soit éclairé ou non; mais surtout lorsque la lune brille, ils paraissent plus inquiets encore, ce qui s'accorde avec l'habitude qu'ont ceux qui sont en liberté de voyager de préférence pendant le clair de lune. Un grand nombre d'oiseaux se procurent leur nourriture sans suspendre leur course; les hirondelles en traversant la mer continuent leur chasse aux insectes; les moettes, les plongeurs, et quelques oiseaux pêcheurs, saisissent les poissons en rasant la surface des eaux; si les mésanges, les roitelets, les grimpeaux et les pies s'arrêtent quelques instants sur les arbres où

ils espèrent trouver à se nourrir, c'est pour reprendre bientôt leur vol. En général les oiseaux de passage qui s'abattent dans certaines localités où ils trouvent une nourriture abondante et que l'on croirait déterminés à y séjourner, n'y demeurent jamais deux jours de suite, lorsque rien ne s'oppose à la migration.

Un fait curieux et qui a été bien observé, c'est que beaucoup d'espèces poussent dans cette occasion des cris tout particuliers, et qu'ils ne font jamais entendre à d'autres époques de l'année.

Pendant leur voyage, les oiseaux volent ordinairement dans les hautes régions de l'air, à moins que des brouillards ne les forcent à se tenir plus près du sol. Cette habitude est surtout remarquable chez les oies, les cigognes, les grues et les hérons, qui s'élèvent si haut, qu'à peine peut-on les distinguer. Ils laissent en outre une distance toujours à-peu-près égale entre eux et la terre, ayant soin de monter ou de redescendre suivant qu'ils passent au-dessus de montagnes ou de vallées.

Nous ne voulons pas entrer ici dans l'explication détaillée de la manière dont chaque espèce opère sa migration; mais nous citerons seulement l'exemple remarquable que l'on observe parmi les grues. De tous les oiseaux voyageurs ce sont ceux qui paraissent être doués d'une plus grande prévoyance; elles n'entreprennent point isolément leur voyage. Dans un rayon de plusieurs lieues elles semblent se communiquer l'intention de se mettre en route. Plusieurs jours avant le départ, elles s'appellent par un cri particulier, puis se rassemblent à un point central, et, l'instant favorable étant arrivé, prennent l'essor en se rangeant sur deux lignes, qui se réunissent à un sommet, de manière à présenter un angle, dont les deux côtés sont égaux, et à la pointe duquel se trouve placé le chef auquel la troupe semble avoir promis d'obéir. Ce chef n'a pas seulement la tâche pénible de frayer le chemin dans les airs; il est aussi chargé de veiller à la sûreté commune, d'éviter l'attaque des aigles, de faire ranger en cercle les deux lignes latérales, en cas de tempête, afin de résister plus efficacement aux tourbillons qui menaceraient de disperser le groupe, enfin d'indiquer à ses compagnes fatiguées les lieux convenables pour y prendre du repos et y trouver leur nourriture. Les fonctions du chef ne sont que momentanées. Lorsqu'il se sent fatigué, il cède la place qu'il occupait à l'oiseau qui vient immédiatement après lui, et va se placer à l'extrémité de la file. Pendant la nuit, leur vol est assez bruyant; les cris éclatants qu'elles font entendre semblent être l'ordre transmis par le chef pour la marche, et l'avis donné par les autres qu'ils suivent ses indications. Les oies sauvages et diverses espèces de canards marchent à-peu-près de la même manière.

Pour que les oiseaux puissent voler sans trop d'effort et soutenir une longue route, il faut que le vent vienne à leur rencontre, ce qui est tout-à-fait l'inverse de ce qui a lieu dans la navigation. Cette observation est si vraie que, pour réussir dans les chasses sur l'eau, il faut chercher à leur couper le vent. Il arrive alors que, par la disposition de leurs ailes, ils sont forcés de venir au-devant du bateau qui, de son côté, est poussé vers eux. La direction des vents est donc d'une grande importance pour la migration des oiseaux. Lorsqu'ils soufflent retardé; mais cependant il n'est jamais totalement empêché; seulement les oiseaux arrivent plus maigres qu'à l'ordinaire, ce qui s'explique par les fatigues qu'ils ont éprouvées.

Il est étonnant que les espèces faibles et délicates osent hasarder des voyages aussi longs. Les fauvettes de l'extrémité septentrionale de la Norvège, les hoche-queues blanches, les traquets et beaucoup d'autres petites espèces bravent les tempêtes et traversent l'Océan. On sait que les cailles, dont les ailes ont si peu d'étendue et dont le vol est si lourd, passent la Méditerranée pour se rendre sur les côtes d'Afrique. Pendant des semaines entières, elles attendent un vent favorable, dont elles se hâtent de profiter, en faisant de courtes haltes sur chacune des îles qu'elles rencontrent. Le vent vient-il à changer subitement, un grand nombre de ces oiseaux périt dans les flots.

Certains oiseaux, comme les poules d'eau, les rois des cailles, les râles, etc., ne pouvant voler à une distance assez considérable, font une partie de la route à pied: il en est même parmi lesquels nous citerons le grand pingouin (*alca impennis*) le guillemot et le plongeon, qui font leur voyage à la nage.

Les ornithologistes qui ont étudié la direction que suivent les oiseaux dans leur migration ont observé que dans l'ancien continent le voyage a lieu vers le sud-ouest en automne, et vers le nord-est au printemps; cependant le cours des rivières ou des chaînes de montagnes change souvent cette direction. Dans le nouveau continent, les points vers lesquels se rendent les oiseaux ne sont pas les mêmes; ceux du Groënland vont vers le sud-est, comme le capitaine Parry s'en est assuré dans ses excursions au pôle nord.

Un phénomène très remarquable, c'est que dans un grand nombre d'espèces les jeunes ne font pas le même voyage que les vieux; ils se rendent beaucoup plus au sud: c'est ainsi que dans certaines contrées du midi de l'Europe on ne trouve jamais que de jeunes individus, dont les adultes sont très communs dans les régions plus septentrionales; ce fait, sur lequel on ne peut avoir de doutes, s'explique par le principe physiologique qu'a établi le docteur Edwards, savoir que les jeunes animaux à sang chaud ont, à un degré inférieur à celui des adultes, la faculté de produire de la chaleur, et par conséquent de résister au froid extérieur. On a aussi remarqué que dans plusieurs espèces les femelles s'avancent plus au midi que les mâles.

On avait cru jusqu'à présent que les oiseaux des pays situés entre les tropiques ne changeaient pas de séjour, et qu'ils ne passaient jamais la ligne; mais M. de Humboldt a prouvé l'inexactitude de cette opinion; il a observé que plusieurs espèces de canards, de hérons, etc. dépassaient l'équateur dans les deux sens, et que cette migration coïncidait avec la crue

Quant à la cause qui décide l'émigration des oiseaux, elle n'est pas encore bien connue; les diverses explications qui ont été données à ce sujet ne sont guère satisfaisantes; en effet on ne peut se rendre raison de ce phénomène en l'attribuant au manque de nourriture, ou à la rigueur de la saison, puis-

qu'il a lieu à des époques où la nourriture est encore abondante, et où le froid ne s'est pas encore fait sentir, et puisque les oiseaux retenus captifs manifestent un semblable besoin. M. Brehm pense que ces animaux sont poussés à émigrer par un pressentiment de ce qui doit arriver. Il y a, dit-il, dans les oiseaux, un instinct qui les fait partir, et qui leur fait connaître d'avance les changements qui se préparent dans l'atmosphère; il y a chez eux une faculté particulière de pressentir tout ce que la saison doit avoir de rigoureux; c'est ainsi qu'on voit tous les jours certaines maladies avertir ceux qui en sont atteints des variations de temps qui doivent avoir lieu.

## BIOGRAPHIE.

## THADDÉE KOSCIUSZKO.

Thaddée Kosciuszko naquit en Lithuanie, en 1746, d'une famille noble, mais pauvre, du palatinat de Brzesc. Effrayé des maux près de fondre sur la Pologne, qui venait de subir son premier démembrement, il se rendit en Amérique et se rangea sous les drapeaux de Washington. Nommé successivement aide-de-camp du général américain, commandant de l'artillerie et de l'avant-garde, il rendit de grands services à la cause des indépendants, fut un des membres de l'ordre de Cincinnati, obtint des Etats de l'Union le droit de naturalisation et le brevet d'une pension dont il pouvait jouir partout.

A son retour des Etats-Unis, Kosciuszko fut nommé général-major par la diète de Pologne. Lorsque Catherine II fit marcher une armée pour renverser la constitution du 3 mai 1791, il servit en qualité de général de division sous les ordres du jeune prince Poniatowski.

Bientôt après la paix fut conclue entre Catherine et le roi de Pologne. Elle eût pour base le renversement de la constitution du 3 mai 1791. Stanislas adhéra à la confédération de Targowice. Kosciuszko, avec plusieurs autres officiers généraux, protesta contre ce traité, et donna sa démission. La Pologne fut démembrée pour la seconde fois.

Plus malheureux que jamais, les Polonais préparèrent une insurrection nouvelle. Kosciuszko, qui vivait alors retiré à Leipzig, en fut nommé le chef d'une voix unanime. Le 24 mai 1794 on publia l'acte d'insurrection, qui fut ensuite sanctionné par tous les palatins. Le commandement de l'armée et la dictature suprême étaient conférés par cet acte au général Thaddée Kosciuszko. Le même jour il adressa deux proclamations aux habitants de Cracovie. Cet appel retentit dans toute la Pologne, et bientôt vinrent se ranger sous ses drapeaux Poniatowski, naguère son supérieur, et tous ses anciens frères d'armes.

Kosciuszko marcha à la tête de quatre mille Polonais à la rencontre de l'armée ennemie forte de sept mille hommes. A la tête d'un corps de paysans et d'un bataillon de troupes régulières, il fond sur elle et la défait complètement. Les Russes se retirent, laissant sur le champ de bataille plus de mille hommes tués ou prisonniers et douze pièces de canon. S'étant fortifié à Butusow, Kosciuszko s'occupa d'organiser et d'augmenter ses forces; et pour prouver à son armée que la guerre de l'indépendance n'était pas moins la cause du peuple que celle de la noblesse, il endossa l'habit de paysan et vécut au milieu de ses soldats. Mal servi par ses espions, il ne fut pas instruit de l'arrivée du roi de Prusse à la tête d'une armée de vingt-quatre mille hommes, et crut devoir engager le combat auprès de Szczekociny; mais, accablé par le nombre, il battit en retraite: cet échec entraîna la prise de Cracovie.

Le peuple de Varsovie, exaspéré par ces revers, cria à la trahison, enfonça les portes des prisons, fit pendre plusieurs grands de Pologne, accusés d'être de la faction russe. Aussi ennemi de l'anarchie que du despotisme, Kosciuszko ordonna la punition des factieux.

Les Prussiens et les Russes s'avancèrent jusque sous les murs de Varsovie; mais après deux mois de siège, l'insurrection de la Grande-Pologne força le roi de Prusse à marcher au secours de ses propres états. La joie que cet événement causa aux Polonais fut de courte durée; Souwarow s'avancait à la tête d'une armée nombreuse. Kosciuszko, voulant empêcher la jonction des deux armées russes, partit de Varsovie, et livra le 4 octobre 1794 la bataille de Maciejowice. Une partie de l'armée polonaise périt dans cette malheureuse journée, le reste fut fait prisonnier. Après des efforts inouïs pour rétablir le combat, Kosciuszko blessé, couvert de sang, entouré d'ennemis voulut se faire jour à la tête de quelques cavaliers; mais percé de coups, il tomba de cheval et brisa son épée en s'écriant: *Finis Polonia!* Les Cosaques allaient l'achever de leurs lances, lorsque son aide-de-camp, le poète Niemcewicz, parvint à le sauver en le faisant connaître. Il fut conduit à St-Petersbourg, où Catherine le fit enfermer dans le vieux château de Grégoire Orloff. A son avènement au trône, Paul Ier rendit à la liberté cet illustre captif. Accompagné du fidèle Niemcewicz, Kosciuszko se hâta de quitter la Russie, et visita la Suède et l'Angleterre. Il se rendit ensuite en Amérique, débarqua à Philadelphie le 19 août 1797, fut reçu avec enthousiasme, et conduit en triomphe par le peuple. Le congrès lui fit remettre seize mille piastres, arrêta de sa pension pendant les cinq dernières années. En 1798 il se retira en France, dans une maison de campagne auprès de Fontainebleau.

Pendant l'invasion de la France, Kosciuszko habitait le château de Berville. L'Empereur Alexandre eut avec lui une longue entrevue; mais il ne put le déterminer à retourner en Pologne. Kosciuszko mourut à Soleure, le 15 octobre 1817. Son corps fut transporté en Pologne et placé dans la cathédrale de Cracovie, auprès de Jean Sobieski et de Joseph Poniatowski.

Le dernier acte de la vie de ce grand homme fut un bier-fait. Peu de temps avant sa mort il rendit la liberté aux serfs de ses domaines, se bornant à leur recommander de faire instruire leurs enfants.

## LITTÉRATURE.

MÉMOIRES, CORRESPONDANCE ET OUVRAGES INÉDITS DE DIDOT. Première livraison, 2 vol. in-8o.

Un reproche qu'on a souvent adressé à la littérature fran-



naïve née du siècle de Louis XIV, c'est de n'avoir pas été l'expression vive et pure de la société dont elle sortait, de s'être trop inspirée de l'antiquité, d'avoir exprimé des idées et des sentiments qui n'étaient point ceux du tems. Ce reproche a été appliqué avec plus de raison encore à l'âge suivant. Les traditions littéraires du grand siècle y furent observées avec un soin et un scrupule qui contrastaient singulièrement avec l'ardeur qui animait les partisans de réformes politiques. On ne songeait guère à mener de front toutes les questions, à les rattacher à un même principe, à les confondre dans l'espoir et la poursuite d'un même résultat. Quand on cherchait à changer l'état social, il ne venait pas à l'idée que la littérature pût se ressentir du changement. Ne pouvant, sous un régime de bon plaisir, attaquer des lois qui n'existaient pas, les écrivains s'en prenaient aux croyances et aux mœurs, mais leur cynisme salutaire n'allait pas jusqu'à suspecter les dogmes consacrés dans l'Art poétique de Boileau. Quand un scepticisme moqueur et passionné pénétrait les meilleurs esprits, la foi dans Aristote demeurait entière; la controverse allait son train, battant en brèche tout ce qui avait existence et vie, laissant seulement à l'opinion aux abois le loisir d'avoir foi à l'infailibilité des doctrines littéraires, car enfin fallait-il bien que l'on crût à quelque chose. Si un gouvernement faible et licencieux n'avait pas favorisé par son abaissement la propagation d'une lutte dont il ne prévoyait ni la portée ni l'issue, peut-être cette activité dévorante, ce besoin d'opposition, détourné momentanément de leur but, eussent-ils débordé sur une littérature hiérarchiquement constituée, au lieu d'attaquer tout l'ordre social.

Les meilleurs esprits d'alors, ceux qui se mirent à l'œuvre de toutes leurs forces, emportés qu'ils furent dans la grande lutte, préoccupés de la grande question, ne s'occupèrent point de la petite. Montesquieu, penseur précautionné; Voltaire, homme d'action; Jean-Jacques, rêveur politique, s'abandonnèrent isolément, mais dans une sorte d'unité tacite, au développement de leurs pensées, de leurs théories, de leurs utopies. Un des traits caractéristiques de leurs ouvrages, c'est que, nés d'une société en fermentation, interprètes de toutes les innovations, touchant ainsi à la confusion et à l'anarchie des idées, ils ne présentent qu'un tout bien coordonné, bien délimité, de telle sorte que, quand vous avez lu telle partie de l'Esprit des lois, vous pouvez dire que vous possédez tout votre auteur; qu'après la lecture, non des Confessions, le seul livre où l'écrivain se soit fait homme, mais de l'Emile, vous pouvez affirmer que vous connaissez Rousseau dans tout son talent et dans sa forme la plus habituelle. Il en est de même de Voltaire, plus reconnaissable encore sous le costume brillant et divers dont il revêt le fonds quelque peu uniforme de ses pensées. Est-ce là cependant, en ajoutant à ces trois noms quelques noms très secondaires, est-ce là tout le siècle? Est-ce là tout ce 18e siècle si chaud, si bouillonnant, si agité, qui se servit de tout sans tirer parti de rien, ayant la conscience d'une mission sans pouvoir dire laquelle, insaisissable Protée, du moment qu'on veut l'étudier, et le surprendre dans chacun de ses représentans; tous insuffisans à le réclamer, si ce n'est peut-être Diderot, qui en est la copie la plus vivante et la plus complète.

L'histoire intellectuelle du dix-huitième siècle est dans l'histoire du caractère et des sentiments de Diderot. Par là s'explique tout naturellement l'influence que ce Langrois, fils d'un coutelier, exerça sur ses contemporains. Le dix-huitième siècle a eu des rêves sublimes d'art et de poésie. Il s'est livré, plus qu'aucun autre, aux spéculations de la philosophie, aux théories politiques; plus qu'aucun autre encore, les sciences mathématiques et les travaux industriels l'ont occupé. Il s'est mis enfin à des affaires de toute sorte, il a voulu voir tout et sous mille faces, user de tout et de mille manières. Sa pensée a été continuellement éveillée, excitée, en action. Tel fut Diderot lui-même, aussi difficile à saisir que son époque, parce qu'il offre autant de facultés et de tendances diverses, autant d'inconséquences et de contrastes.

La vie de Diderot fut une longue fièvre, une fièvre ardente, vivace, continue. Éprouvé par toutes les tribulations, par tous les tourmens de position, il se passionna pour toutes les études, et exécuta pour vivre les différents métiers d'écrivains qu'elles lui enseignèrent. Il s'y montra l'homme le plus capable d'écriture, le plus incapable de faire un livre, comme on l'entendait alors; artiste et point critique, préoccupé le trop de choses pour se livrer exclusivement à aucune, sentant vivement et juste, raisonnant mal, impuissant souvent à rendre ses pensées, tant il en avait, et tombant ainsi dans l'obscurité et l'exagération. Voyez un peu: pas un trait du caractère de Diderot qui ne s'applique à son siècle; c'est le dix-huitième siècle incarné, à vie multiple, maîtrisé par toutes les questions et les soulevant toutes, ayant son mot pour toutes les opinions, son argument pour ou contre tous les systèmes, jetant la passion à pleines mains à tort et à travers et partout, dans l'amour, dans la science, dans l'art, dans la morale, et surtout dans le paradoxe. Paradoxe! voilà Diderot; voilà son expression la plus exacte; c'est encore celle de son époque. L'un et l'autre croyant à tout, et par cela même à rien; asservant, selon l'occasion, du rire et des larmes, de l'adoration et du blasphème; arrivant au vrai par saillies, au beau par instinct, au bon par hasard, risquant toutes les erreurs pour découvrir une vérité, n'importe laquelle; interminable sujet de conversation tous les deux; grands et rares accidens de l'humanité, dont on peut parler, mais qu'on ne saurait juger avec sécurité.

Il sera toujours plus aisé de définir Diderot que de le connaître, vous le saisissez par un côté, il vous échappe par cent autres. Quelle imagination assez souple en effet, assez inhérente à la sienne, pourrait se modeler pour la reproduire sur celle d'un écrivain si impétueux, si fantasque, si désordonné, si bizarre? Certes, personne autre que cet écrivain lui-même, ne saurait donner le secret de son individualité. Cherchons la moins encore dans son Encyclopédie que dans ses livres d'art et d'imagination, et moins encore là que dans des pages qu'il croyait fugitives et où il a déposé le meilleur et le plus cher de son être. Le tems n'a point détruit un si beau et si curieux monument. Il existe, il vient d'être publié sous le titre de *Mémoires et Correspondance de Diderot*. C'est là qu'il dit en parlant de lui-même à sa maîtresse:

« La tête d'un Langrois est sur les épaules comme un coq

d'église au haut d'un clocher; elle n'est jamais fixe dans un point, et si elle revient à celui qu'elle a quitté, ce n'est pas pour s'y arrêter; avec une rapidité surprenante dans les mouvemens, dans les desirs, dans les projets, dans les fantaisies, dans les idées, ils ont le parler lent. Pour moi, je suis de mon pays: seulement le séjour de la capitale et l'application m'ont un peu corrigé. Je suis constant dans mes goûts; ce qui m'a plu une fois me plaît toujours, parce que mon choix est toujours motivé: que je haïsse ou que j'aime, je sais pourquoi. Il est vrai que je suis naturellement porté à négliger les défauts et à m'enthousiasmer des qualités. S'il y a dans un ouvrage, dans un caractère, dans un tableau, dans une statue, un bel endroit, c'est là que mes yeux s'arrêtent; je ne vois que cela, je ne me souviens que de cela, le reste est presque oublié. Que deviens-je lorsque tout est beau? Vous le savez, vous ma Sophie, un tout est beau lorsqu'il est un: en ce sens, Cromwell est beau, et Scipion aussi, et Médée, et Arria, et César, et Brutus. »

Il y a au premier volume une autre lettre adressée également à Mlle. Voland, la lettre XIII, qui le caractérise délicieusement: « Oh! l'heureux pays, s'écrie-t-il en arrivant à Guémont, oh! l'heureux pays où il n'y a ni plume, ni encre, ni papier, que ce qu'il en faut au curé pour inscrire les noms des enfans qu'on y fait! Je suis à douze lieues de Langres, dans un village où c'est à la complaisance du pasteur que je dois le plaisir de causer avec ma Sophie. Jamais amant peut-être ne s'est trouvé ici. Le saint homme qui m'a prêté le seul tronçon de plume qu'il ait, me croit occupé de quelque grande affaire, et n'a-t-il pas raison? Quelle affaire plus grande pour moi, que de vous dire que je revole vers vous avec une joie dont l'excès ne peut se comparer qu'à la peine que j'eus à vous quitter. »

Puis il raconte comment il a réconcilié son frère et sa sœur, et comment une circonstance a failli tout brouiller de nouveau. « J'avais rapproché ce frère et cette sœur; je m'applaudissais de mon ouvrage; j'en jouissais: nous nagions tous les trois dans la joie, lorsqu'un événement de rien a pensé tout détruire. Hier au soir il arrive, il voit des malles, qui se remplissent: il prétend que je n'ai pas même daigné lui annoncer mon départ, que c'était un arrangement fait entre ma sœur et moi; qu'on le néglige, que l'on se cache de lui, qu'on lui tait tout, qu'on ne l'aime pas, qu'il le voit jusques dans les plus petites circonstances; et puis voilà mon homme qui se déssole, qui étouffe, qui ne peut ni boire, ni manger, ni parler; et moi de lui prendre les mains, de l'embrasser, de lui protester tout ce que je sentais, et peut-être plus que je ne sentais. »

Le voilà bien pris sur le fait par soi-même, il faudrait citer tout un volume, et après ce volume l'autre encore pour connaître ce qu'il y a dans ces lettres de senti, de pensée, de peint. Inspiration spiritualiste, sentiment vif de la réalité, hautes pensées morales, raison enthousiaste, jets de poésie éblouissante, vigueur et pureté de pinceau, saillies d'humeur tantôt mélancolique, tantôt bouffonne, et pardessus tout un entraînement de passion irrésistible, un verbe qui crée toujours, qui semble plus puissant à mesure qu'il donne. Voilà Diderot: tête pensante, où il entra du Goëthe et du Bossuet, artiste qui sentit et peignit comme Paul-Louis, Rossini, Hoffmann et Greuze; génie et grand écrivain, qui résuma à lui seul son siècle, non dans ses résultats, mais dans ses principes d'action.

Qu'est-ce donc aujourd'hui que la destinée d'un pareil homme qui nous émeut, nous, si fortement, tandis qu'en son pays, à Langres, on ne se rappelle de Diderot que son frère l'abbé, qui mourut fort riche, laissant une belle maison près de l'église.

## VOYAGES.

### DE LA POLYNÉSIE OU Océanie.

Etablissement d'une presse à Eimeo. — Joie des naturels. — Leur ardeur pour le savoir. — Leur roi. — Leurs chants populaires.

Au moment où la presse vient d'accomplir tant de merveilles parmi nous, où elle a fait si glorieusement l'éducation des masses, il y a plaisir à la voir apparaître pour la première fois chez un peuple neuf, à l'y voir accueillie par des transports de joie. M. Ellis, missionnaire protestant, vient de publier, sous le titre de *Polynesian Researches*, des détails d'un haut intérêt sur l'importation de l'imprimerie dans les îles du Grand-Océan, situées à l'est des Philippines, et formant les nombreux groupes qu'on désigne par le nom général de Polynésie. Rien de plus touchant que l'enthousiasme de ces populations naïves pour une si rapide et si magique manifestation de la pensée. On ne peut comparer leur ivresse qu'à celle qu'inspira en France la première ascension d'un aérostat, et en Angleterre l'apparition de la première voiture mue par la vapeur.

M. Ellis partit, emportant avec lui des caractères et une presse, dont il avait appris à se servir. Ce fut à Eimeo qu'il monta son imprimerie, et nulle part invention ne fut plus désirée ni plus utile. Dans plusieurs familles, il n'y avait qu'un livre où tous étudiaient tour à tour. Beaucoup n'en possédaient même pas. Les uns avaient copie le syllabaire en entier; d'autres, ne pouvant se procurer du papier, avaient préparé avec soin des morceaux d'écorce, et, à l'aide d'un jonc trempé dans une teinture rouge ou violette, avaient tracé une à une des lettres de l'alphabet, et jusqu'à des phrases entières. C'étaient des fragmens des saintes écritures, ou des portions de discours qu'ils avaient retenues. Le roi Pomare, dont le zèle pour l'instruction de ses sujets eût pu servir d'exemple à plus d'un souverain d'Europe, fut ravi de voir arriver une presse, et fournit de suite une maison et tout ce qui était nécessaire pour monter l'imprimerie, demandant pour unique récompense qu'on l'envoyât chercher des que tout serait prêt. Il vint, en effet, accompagné de quelques chefs favorisés et suivi d'un immense cortège de peuple. M. Ellis prit l'outil de compositeur: mais voyant avec quel plaisir le roi examinait les caractères neufs et brillans, il lui proposa de composer lui-même le premier alphabet. La figure de l'insulaire devint

rayonnante: il accepta cette tâche, et plaça les lettres du grand et petit alphabets, auxquels on ajouta ensuite le peu de monosyllabes complétant la première page du syllabaire. Charmé de voir toute une page composée, il se résigna à attendre que la feuille fût terminée avant le tirage. Lorsqu'on lui fit dire qu'on allait enfin imprimer, il arriva avec deux chefs et une nombreuse suite, jalouse d'assister à cette grande opération. La foule, assemblée devant la maison, s'ouvrit pour le laisser passer, ainsi que ses deux compagnons; puis, sur sa prière, la porte fut fermée et la fenêtre voilée. Il examina attentivement alors et avec un vif plaisir les formes fixées sur la presse; et comme il se disposait à tirer lui-même la première feuille imprimée dans ses états, il pria ses amis de ne pas trop le regarder et de ne pas se moquer de lui, s'il s'y prenait mal. M. Ellis lui enseigna à se servir du tampon, plaça le papier et lui dit de tirer le levier. La feuille fut nettement imprimée; Pomare la prit, examina le papier d'abord, et ensuite les caractères, avec une profonde admiration. Il la passa à l'un des chefs, et tandis qu'il continuait à tirer deux autres épreuves, la première fut montrée en dehors au peuple, qui poussa une acclamation générale de surprise et de joie. Il ne se passait pas de jour que le roi ne vint surveiller les progrès de l'ouvrage. Observant toutes choses, il compta plusieurs lettres, et parut étonné de retrouver cinq mille fois la lettre A dans 16 pages du syllabaire. On imprima 2,600 exemplaires de ce livre, un catéchisme tahitien, un choix d'extraits des saintes écritures, l'Evangile de Saint-Luc.

O Grande-Bretagne, terre du savoir! s'écriaient sans cesse tous ceux qui se pressaient aux portes et aux fenêtres de l'imprimerie. La foule accourait de toutes les parties d'Eimeo, et même des îles avoisinantes pour voir les missionnaires à l'œuvre, et pour se procurer des livres. Le rivage était bordé de canots; les maisons des habitans étaient envahies par des hôtes nombreux, et de tous côtés, des groupes campaient en plein air. Pendant plusieurs semaines que dura le tirage, on eût dit à l'entour une foire permanente. Afin de conserver les livres, on jugea nécessaire de les relier d'une façon un peu solide avant de les livrer aux demandeurs. M. Ellis s'était mis au fait de la reliure en Angleterre, mais les matériaux lui manquaient; il fallut y suppléer. On fabriqua d'excellent carton avec de la toile d'écorce d'arbre. De vieux journaux teints en violet foncé furent collés par dessus, et on se servit, pour le dos et les coins, du petit nombre de peaux de mouton apportées d'Europe. Lorsque les provisions furent épuisées, les naturels firent la chasse aux animaux pour s'en procurer de nouvelles. Ils arrivaient triomphants avec la peau de quelque gros chien, ou de quelque vieille chèvre, auxquels tenaient encore le poil et la barbe. D'autres fois, c'était la dépouille d'un chat sauvage attrapé dans les montagnes. Lorsqu'on leur eut enseigné à apprêter le cuir, ils le firent chez eux, et de tous côtés on voyait des peaux suspendues aux branches des arbres ou tendues dans des cadres, à sécher au soleil. Les livres élémentaires se distribuaient gratis: mais il fut arrêté que tout ouvrage plus considérable ou plus important se vendrait pour couvrir les frais de papier et d'impression, et pour empêcher que le peuple ne fit peu de cas des choses données pour rien. Le prix fixé fut une petite quantité d'huile de noix de coco, facile à se procurer, et que les naturels se soumettent à payer avec joie. Tout pénible et tout fatigant qu'était un travail sans relâche, sous les tropiques, et dans une saison où le soleil est vertical, M. Ellis dit que cette époque est parmi les plus heureuses de sa vie.

« Je voyais souvent, ajoute-t-il, arriver trente canots des parties les plus éloignées d'Eimeo ou de quelque île voisine, amenant chacun cinq ou six personnes qui ne faisaient le voyage que pour se procurer des exemplaires des saintes écritures, qu'il leur fallait souvent attendre six ou sept semaines. Elles apportaient d'énormes paquets de lettres, écrites sur des feuilles de platane et roulées comme d'anciens parchemins: c'était autant de suppliques de ceux qui, ne pouvant venir eux-mêmes, demandaient par grâce qu'on leur envoyât des livres.

« Un soir, au coucher du soleil, un canot arriva de Tahiti, monté par cinq hommes. Ils débarquèrent, plièrent leur voile, tirèrent le canot sur la plage, et s'acheminèrent vers ma demeure. J'allai au devant d'eux: « *Luka, Te parau na Luka!* — Luc. La parole de Luc! » me dirent-ils tous à la fois, en me montrant des canots de bambou pleins d'huile de coco qu'ils offraient en paiement. Je n'avais point d'exemplaires prêts; je leur en promis pour le lendemain matin, et les engageai à se retirer chez quelque ami dans le village pour y passer la nuit. Le crépuscule, toujours très-court sous les tropiques, avait disparu. Je leur souhaitai le bonsoir et me retirai. Le lendemain, au point du jour, je les aperçus, à mon grand étonnement, couchés à terre devant la maison sur des nattes de feuilles de cocotier, sans autre couverture que le large manteau de toile d'écorce qu'ils portaient habituellement. Je me hâtai de sortir, et je sus d'eux qu'ils avaient passé la toute la nuit. Lorsque je leur demandai pourquoi ils n'étaient pas allés loger dans une maison, ils répondirent: « Oh! nous avions trop peur qu'en notre absence, quelqu'un ne vint de grand matin vous demander les livres que vous aviez préparés, et qu'alors nous fussions obligés de repartir les mains vides: nous avons tenu conseil hier soir, et nous avons résolu de ne nous éloigner qu'après avoir obtenu ce que nous sommes venus chercher. » Je les conduisis dans l'imprimerie, et ayant assemblé des feuilles à la hâte, je leur donnai à chacun un exemplaire: ils m'en demandèrent deux autres, l'un pour une mère, le second pour une sœur. Ils enveloppèrent les livres dans un morceau de toile blanche du pays, les mirent dans leur sein, me souhaitèrent une heureuse journée, et sans avoir bu, mangé, ni visité une seule personne de l'établissement, ils coururent au rivage, remirent leur canot à flot, hissèrent leur voile de corde de palmier nattée, et se dirigèrent tout joyeux vers leur île natale. »

Après l'Evangile, les missionnaires imprimèrent un volume d'hymnes en vers, qui acquirent de suite une grande popularité, ces peuples ayant un goût tout particulier pour l'harmonie poétique, à laquelle leur langue est singulièrement propre. Ils possèdent de nombreuses ballades historiques et mythologiques où se trouvent retracées une foule d'événemens en rapport avec chaque époque de la vie. Ces poèmes se nomment



*abus* : on enseigne aux enfans à les réciter de très-bonne heure, et pour ainsi dire à les représenter, car ils ont parfois le caractère du drame ou de la pantomime. Il y a un chant pour la pêche, un autre pour la construction d'un canot, pour lancer une pirogue en mer, pour abattre un arbre dans la forêt. Ce sont des harmonies imitatives d'un accent neuf et sauvage, tandis que les paroles rappellent des usages singuliers, d'anciennes superstitions qui vont disparaître. Il est fort à souhaiter que les missionnaires conservent non seulement la substance de ces poésies populaires, mais les poésies même dans leur forme originale, et qu'on en ait un jour des traductions aussi près du texte que possible. Les chansons thaïennes, surtout, contiennent beaucoup de mots qui ne sont plus en usage dans l'idiome parlé, et que M. Ellis croit devoir faire remonter à la plus haute antiquité. Ces chants sont pleins d'images, vifs et très-passionnés quand le sujet l'exige. Les rares spécimens qu'en donne le voyageur-missionnaire se rapprochent beaucoup de la belle poésie orientale.

L. Sw.-B. (Le Temps.)

## MÉLANGES.

### PHYSIONOMIES DES ABONNÉS AUX DIVERS JOURNAUX.

La classes des Abonnés est sans contredit la classe du public la plus intéressante... pour les journalistes ; à part le degré d'estime que ceux-ci lui accordent, je ne sache pas que de toute nécessité, elle ait, en détail, un mérite bien transcendant. L'abonné est d'une nature bénigne ; il est généralement doué d'une crédulité exemplaire, d'une complaisance à toute épreuve, d'une longanimité étonnante et d'une douceur sans pareille : c'est le mouton de la civilisation, comme le journaliste en est le berger.

Outre ces qualités communes à tous, les abonnés se divisent en catégories dont chacune a sa physionomie, son type, son quant à soi, à la reproduction exacte duquel échouerait toute la sagacité d'un la Bruyère, mais qui pourtant offre des traits généraux bien caractéristiques.

L'abonné du *Constitutionnel* est officier à demi-solde, savant de village ou marchand en détail. Sans parler de l'habitude, il préfère le *Constitutionnel* parce qu'il a entendu dire que le *Constitutionnel* avait dix-huit mille abonnés, et que nécessairement le journal qui gagne le plus est le meilleur. Il n'est pas moins fort en politique qu'un académicien ne l'est en littérature ; il a une prédilection tout particulière pour les grands mots, les mots sonores et le style déclamatoire. Il répète le lendemain l'opinion qu'il a lue la veille, parce que la parole du *Constitutionnel* est pour lui parole d'évangile, même dans les annonces : ce qui fait qu'il le dévore depuis le titre jusqu'au nom de l'imprimeur inclusivement. C'est ce qu'on appelle un bon enfant. Il porte un chapeau de paille avec une redingotte de bouracan, et il a des socques en hiver. C'est un libéral.

L'abonné du *Courrier Français*, est un ancien abonné du *Constitutionnel*, à qui les opinions de ce dernier plaisaient en 1820, mais qui depuis a aperçu le bout de l'oreille. Il a fait un pas en avant dans le patriotisme et la franchise ; il est un peu homme du monde, banquier, commerçant. Il est à la hauteur des circonstances. C'est un démocrate.

L'abonné du *Globe* est un représentant de la jeune France ; il marche en avant de toutes les questions politiques et littéraires ; ce qui le rend quelquefois inintelligible pour les masses. C'est un éclectique.

L'abonné du *Temps* se rencontre un peu partout. C'est un député de la gauche, un grand propriétaire, un banquier, un riche manufacturier. Il diffère de l'abonné du *Globe*, en ce qu'il ne précède point la société, comme la colonne de feu précédait les Hébreux : il se contente de marcher avec elle. C'est un progressif.

L'abonné du *Commerce* n'est qu'un quart d'abonné. Quatre individus se cotisent ordinairement pour former le prix d'abonnement, vu que dans le commerce il faut de l'arithmétique. C'est un économiste.

L'abonné des *Débats* est un littérateur de province qui s'imagine que Geoffroy et Chateaubriand sont toujours-là ; et qui, pour ce, ne lit les feuilletons littéraires, même ceux de M. J.-J. qu'avec des crispations d'enthousiasme. En politique, il est de race tant soit peu caméléonienne. C'est un aristocrate.

L'abonné du *National* est un homme qui a fait le coup de fusil dans les événements de juillet ; c'est un de ceux qui ont fait preuve du plus chaud patriotisme avant et pendant ; mais qui après avoir perdu la tête dans l'ivresse de la victoire. — Attendez qu'il se soit reposé de ses fatigues, et qu'il reprenne son énergie originelle. Provisoirement, on le désigne sous le nom de trembleur.

L'abonné de la *Révolution* et du *Patriote* est membre de la Société constitutionnelle ou de la Société des amis du peuple, ou même de toutes deux à la fois ; c'est un ami de la liberté, mais sans qu'il s'en doute, de la liberté spéculative encore plus que pratique. C'est un théoricien.

L'abonné du *Messager* est ce qu'on appelle un dévorant politique. Il s'embarrasse peu que le journal soit bon ou mauvais, pourvu qu'il puisse avoir de bonnes ou de mauvaises nouvelles, 12 heures avant les autres journaux, afin de les porter à son estaminet ou à son cercle ou à sa femme et à ses enfans. Il croit aux on croit, il ne doute pas des on dit, et il se ferait tuer pour les on assure. C'est un nouvelliste.

L'abonné de la *Quotidienne* est un noble, un curé, un congréganiste ou une vieille folle. Il fronce le sourcil au mot de Charte, se crispe à celui de liberté, se trouve mal à celui de peuple, et depuis longtemps estime M. Dupin. C'est un reculant.

L'abonné de la *Gazette* est une contre façon de l'abonné de la *Quotidienne*, à la religion près, qu'il n'estime que comme moyen. C'était naguère, un cumulard, un sinécure, un courtisan. Maintenant, comme toujours, c'est un ambitieux, c'est un vampire.

L'abonné du *Journal de Paris* est un patriote, qui aux sentimens du plus fervent amour pour la liberté, joint une curiosité non moins impatiente. Il pousse le goût de l'accident jusqu'à la friandise, et c'est l'homme du monde qui sait le mieux

goûter les charmes d'une éclipse de lune. C'est un libéral-musard.

L'abonné de la *Gazette* et du *Courrier des Tribunaux* est auteur de mélodrames, avocat, épicière, ou femme. Il savoure l'incendie, et c'est avec délices qu'il déguste l'infanticide. C'est une âme sensible.

L'abonné du *Voleur*, du *Cabinet de lecture* et du *Compilateur* est un campagnard qui ne fait de la littérature que tous les cinq jours parce qu'autrement ce serait trop fatigant. Il va à la chasse le matin, dîne à midi, lit son journal le soir, et se couche à neuf heures. Il promet à sa femme un renouvellement d'abonnement, comme à Paris on promet un cachemire. C'est un désœuvré.

L'abonné du *Mercur*... Voyez l'abonné de la *Revue de Paris*.

L'abonné de la *Revue de Paris*... Voyez l'abonné du *Mercur*.

L'abonné de l'*Extra-Muros*... Une raison majeure nous met dans l'impossibilité de donner son signalement.

L'abonné du *Journal des Comédiens* est directeur de théâtre ou artiste médiocre. Il s'abonne pour avoir la mise en scène des pièces nouvelles, ou pour se faire soigner.

L'abonné du *Figaro* est frondeur avant tout, et dîne chez Véry. — En littérature c'est un payen. Il ne croit pas plus à Virgile qu'à Shakespeare, et se soucie de Racine comme de Victor Hugo. Il serait désolé d'avoir aujourd'hui son opinion d'hier, ou plutôt il serait désolé d'avoir une opinion.

C'est à la fois Démocrite et Pyrrhon.

L'abonné littéraire du *Corsaire* est de deux espèces. Celui de la première est un homme entièrement en dehors de la société actuelle. Il porte des ailes de pigeon et un riflard ; et il dit : le grand siècle ! en parlant du tems de Louis XIV. C'est un être stupéfiant à force d'aristotélisme. C'est une perruque dans la vaste acception du mot. L'abonné de la seconde espèce est plus jeune et plus fringant. C'est un bel esprit d'estaminet, qui manie le calembourg et le carambolage avec un égal succès. Il doit avoir gagné au moins une fois en sa vie, une queue d'honneur à la poule. Il a son numéro dans le porte-pipes général ; et nul ne s'entend mieux que lui à avaler une gorgée de fumée, et à la rendre par les narines, et même par les yeux et les oreilles, à ce qu'il assure. Pour ce qui est de l'intelligence et de l'érudition, il devine du premier coup les charades de la veille, et il a entendu parler de M. Arouet de Voltaire. C'est un faneur.

L'abonné de l'*Aigle* est un radical, un fashionable qui porte moustache et barbe à la Henri III ; c'est un romantique enragé, ou une jeune femme vaporeuse et sentimentale.

### TRIBULATIONS DE MILORD KITLEPING,

A son arrivée à Paris le 29 juillet, 1830.

Honny soit qui mal y pense.

Pour l'étranger qui nous arrivait en poste et toute d'une haleine de Londres, de Saint-Petersbourg, de Vienne ou de Madrid, ce devait être durant nos glorieuses journées un étrange spectacle que celui de Paris ! Comment, au premier coup d'œil, déchiffrer une semblable ville ? Comment comprendre dès l'abord cette foule, cet océan, dont les vagues grossissaient incessamment ? Comment, sans avoir lu les infâmes ordonnances, sentir, penser, agir avec ce peuple si beau de courroux, si grand d'humanité, avec ce peuple qui n'avait plus qu'un sentiment, qu'une pensée, qu'une menace ? C'était à y perdre la tête, à croire qu'on rêvait, à craindre qu'on ne fût tombé dans la démence. C'est ainsi qu'il arrive lorsqu'au milieu d'un bal on se bouche les oreilles : on s'imaginer plus ce qui peut faire mouvoir tant de jambes à la fois. Eh bien telle fut, le 29, la situation de milord Kitleping. Ses tribulations sont assez curieuses pour que nous les racontions ; nous les tenons de lui-même. Le comique qui les revêt n'est que superficie légère. Là-dessous il y a de la philanthropie, de la sympathie pour la France, du courage, de l'amour vrai de la liberté. Honneur aux hommes qui sont comiques de cette façon-là.

On sait l'esprit nomade des Anglais. Ils ont, pour la plupart, l'esprit si aventureux, qu'on les croirait issus du juif errant, d'ambulant mémoire. Et puis, la mode est là qui ordonne à tout gentleman de visiter, au moins une fois en sa vie, la Suisse, l'Italie et la France, comme à tout vrai croyant d'aller faire une genuflexion devant le tombeau du prophète. L'économie aussi leur impose un exil plus ou moins long. Les Anglais sont persuadés qu'en France on se ruine à meilleur marché.

Milord Kitleping, à trente-deux ans, avait déjà parcouru les cinq parties du monde ; il avait mangé des ananas au Brésil, il avait vu les intéressans reptiles de l'Afrique, il avait senti les roses du Bengale, il avait savouré du thé à Canton même. C'était bien quelque chose ; mais il n'avait vu ni Saint-Pierre de Rome, ni les Crétins des Alpes, ni les pirouettes de notre opéra. Aussi, dans les salons de Londres, ne passait-il que pour une moitié d'homme. Jaloux d'être homme tout-à-fait, il se décida enfin à entreprendre le pèlerinage des fashionables. Il s'embarqua, débarqua, fit emplette d'une chaise de poste, la remplit de provisions, s'y étendit de son long, ferma les glaces, s'endormit pour mieux voir la France et ne se réveilla qu'à Paris. Les chevaux s'étaient arrêtés devant l'hôtel indiqué. Milord se croit au terme de son voyage, il regarde... que voit-il ? Une foule immense qui entoure sa voiture et lui crie de descendre. Milord ne comprend pas et demeure immobile. « Ah ! ah ! il s'obstine, s'écrient mille voix ; il ne veut pas descendre ! renversons la voiture, mettons-la en travers ; ça fera une barricade en attendant mieux. » Et l'on se met en ouvrage. Milord qui possédait parfaitement la langue des Birmans, l'arabe, le turc, le syriaque, le monomatapan, et qui parlait chinois aussi purement que M. de Rémusat lui-même, avait le malheur de ne pas entendre un mot de français. Se sentant verser, il crie, il jure, il tempête, mais c'est en vain ; la voiture décrit un quart de cercle et tombe sur le flanc. Heureusement pour milord, ses provisions de bouche amortirent sa chute. Sa tête donna à plomb dans un excellent pâté de foie gras, dont il resta coiffé comme d'un shako de voltigeur. Ce fut en parfaite santé, mais dans ce bizarre accoutrement, qu'il parvint à sortir de sa

chaise de poste par en-haut, comme on sort d'une cheminée. « G...d... », s'écria-t-il en anglais ou en monomatapan, je ne sais lequel, serait-ce ainsi qu'on accueille les étrangers en France ! Si j'en juge par cet échantillon, ce doit être un peuple bien original.

La foule cependant l'entoure, et sans qu'il s'en doute, lui exprime ses regrets. Mais en de pareils momens on a peu de tems à sacrifier aux devoirs de la civilité puérile et honnête, on se borne à lui demander : « Avez-vous du mal ? non, qu'il ne dit mot consent. — Il n'a pas de mal. C'est un anglais. Vivent les Anglais ! ils aiment la liberté ! partout ils travaillent avec nous. Celui-là s'est mis en route tout exprès pour nous donner un coup de main ; il n'y a pas de doute il vient de le dire. Allons, donnons-lui un pieu ; il va nous aider à faire la barricade. Vivent les Anglais !

Et ce disant, on lui met en main une barre de fer, longue et lourde. Milord qui ne sait ce qu'on veut de lui, refuse d'abord et s'écrie, tout rouge de colère : « G...d... quel peuple original ! » Mais on lui fait signe d'arracher des pavés, et bon gré mal gré, le voilà qui arrache des pavés, qui même en arrache une fois plus que les autres, car il y allait de rage ; ses réflexions étaient curieuses en ce moment. « Parbleu ! pensait-il, quel peuple original ! traiter ainsi les étrangers ! ne pas même leur donner le tems de descendre de voiture, ni de manger un beefsteak ! Sans doute il est bon que chaque pays ait ses usages : cela jette plus de variété dans l'espèce humaine. Et moi, j'aime beaucoup les peuples originaux ; mais en vérité celui-là passe la permission. »

La barricade achevée, Milord veut se retirer. « A une autre, maintenant, à une autre ! Tel est le cri général ; et milord est porté en triomphe à l'autre bout de la rue, aux acclamations de vivent les Anglais !

Milord peu sensible à ces témoignages de reconnaissance et d'admiration auxquels il n'entendait mot, se mit à pester de plus belle. « Oh ! oh ! je ne conçois plus rien à ce diable de peuple, j'en ai vu cependant de fort curieux ; j'ai vu des Esquimaux, des Monomatapans, des Hottentots, mais je n'ai rien vu qui approchât de cela. Quelle rage ont donc ces gens de dépaver leurs rues, et d'y employer les étrangers ! Parbleu voilà un peuple bien original ! »

Que fut-ce donc lorsque cette seconde barricade achevée il fallut en élever une troisième, puis une quatrième, puis une cinquième, puis... mais non, la sixième ne fut qu'un projet. Milord n'y tint plus ; il allait éclater ; déjà il levait sa barre de fer, non plus pour dépaver la rue, mais pour établir autour de lui un cordon sanitaire, lorsqu'une décharge de mousqueterie dispersa la foule et lui permit de faire usage de son libre arbitre. Il regagna la rue où gisait sa voiture, entra dans l'hôtel dont il avait l'adresse, et n'eut que la force de s'écrier « G...d... donnez-moi à dîner, si toutefois l'on dîne dans ce maudit pays. Voilà un peuple bien original ! » Ce fut une occasion pour l'hôte de lui expliquer ce qui se passait. A chaque mot, la physionomie de Milord prenait une expression différente. La surprise y remplaça la colère et l'enthousiasme la surprise. « Je comprends, je comprends, s'écria-t-il enfin ; c'est pour la liberté ! Oh ! oh ! grande nation, nation sublime et pas originale ! Je n'ai plus faim : je veux les aider encore. » Aussitôt milord ressaisit sa barre de fer, s'élança, et ne rêvant plus que barricades, arrache les pavés et les amoncelle devant la porte de l'hôtel. C'est en vain que le propriétaire veut l'en empêcher, milord se fâche, le menace de le mettre lui-même dans la barricade, et en moins de rien bouche la porte si hermétiquement qu'on ne peut plus entrer que par la fenêtre.

Dela, milord se met à courir les rues, bravant la mousqueterie et la mitraille, brandissant sa barre de fer, criant : vivent les Français ! grande nation ! nation sublime et pas originale ! et laissant partout sur son passage, des montagnes de grès. On eût dit d'un ouragan qui passe et amoncelle des tourbillons de poussière.

Déjà le drapeau tricolore se déployait au front mutilé du Louvre ; déjà la capitale faisait un dernier effort pour rejeter jusqu'à St Cloud, la dynastie déchue, comme on se débarrasse d'un fardeau qui pèse ; déjà les barricades devenaient inutiles, que milord en construisait de nouvelles. Dans son noble enthousiasme pour notre régénération, il aurait fini, je pense, par dépaver sa chambre et retrancher son lit, si vers la place Louis XV, au moment où s'enfuyaient les séides de Charles X, il n'eût rencontré l'un de ses compatriotes, qui lui aussi combattait pour notre liberté, pour la liberté du monde. Celui-là était à cheval, en costume de flaneur : gants jaunes, gilet de soie, pantalon blanc. Il était armé d'un fusil à deux coups, richement orné. Impassable au milieu de la foule qu'il dominait, il glissait sa cartouche avec une gravité toute britannique ; puis, ajustait lentement ; puis, faisait feu ; puis, prenait son binoche du bout des doigts, regardait pour examiner s'il avait atteint son but, et, selon le résultat, hochait la tête ou l'agitait légèrement en signe de satisfaction.

Milord Kitleping apprit de lui que le despotisme expirait. En effet, le canon de la Garde venait de faire entendre son dernier râle. Le boulet avait retenti contre la façade des Tuileries, après quoi, rien, plus rien, plus rien que des acclamations de triomphe !

« Vive la liberté ! s'écrièrent les deux compatriotes en se serrant la main ; vivent les Français ! c'est une grande nation, ajouta l'un. — Et pas originale, répliqua l'autre. »

Et nous, que dire à ces braves Anglais ? Merci, messieurs ! Vous avez combattu pour nous : c'est à charge de revanche ! Quant à Milord Kitleping, une fois tiré de son flegme habituel, il avait tellement pris goût à cette vie tumultueuse, que depuis, n'ayant plus de barricades à faire, il s'ennuyait fort lorsqu'on apprît les événements de Bruxelles.

Trois jours après, il y était lui et son pieu. De là, m'a-t-il dit en partant, il se rendra à Turin ; de Turin il ira à Milan, de Milan à Venise, de Venise à Rome, de Rome à Naples, de Naples à Madrid, de Madrid à Lisbonne, de Lisbonne à Londres où son nouveau talent pourrait bien, tôt ou tard, trouver de la besogne.

Glorieux itinéraire ! puisse-t-il l'exécuter promptement ! Et le tout sous la promesse de revenir parmi nous, toujours avec son pieu, si d'ici là....



## LES DINERS DU PALAIS-ROYAL.

Oui, monsieur, quand j'ai senti la société se remuer jusqu'en ses fondemens ; quand j'ai vu l'éruption du volcan populaire, je me suis écrié : adieu, tous ces jolis riens, toutes ces plantations privilégiées, toutes ces fleurs artificielles, qui croissaient épaisses et gourmandes sur les flancs du cratère, comme pour en dérober l'aspect. La lave de la colère publique, ce torrent de larmes et de sang, doit dévorer tout cela. Adieu les titres, les rubans, les crachats ; adieu les cumuls, adieu les sinécures, l'étiquette adieu. M. de Dreux Brézé peut être regardé comme un homme nul et non avenu.

Eh bien ! je me trompais, les titres, les cordons, les broderies, les sinécures et les cumuls ont suragné dans ce grand naufrage de la restauration. C'est en vain que le flot populaire a grondé, et tout inondé ; ces impuretés d'une société vieillie sont demeurées à la surface, sales et légers comme l'écume des mers, après une tourmente.

Déjà tout reprend sa verdure. Les cumuls et les sinécures fleurissent comme devant : les noms seuls sont changés. Les écussons reparaissent au flanc des équipages, luisans d'un vernis tout nouveau : la crainte les avait effacés, l'espérance les a repeints. L'étiquette, cette fille aînée de la monarchie, demeure sans asile, quelques journées durant, au milieu de ce Paris où le canon de la garde avait nivelé tous les rangs. Mais enfin les salons de l'aristocratie financière ont recueilli la noble et raide orpheline ; et maintenant, ce n'est plus sur d'illustres parchemins, c'est sur des piles d'écus qu'elle s'est assise, la sotte qu'elle est, pour gouverner son monde. Ce trône-là lui messied, la rend gauche, et la fait ridicule à un plus haut degré. En un mot, il n'y a pas eu de changemens en France, il n'y a eu que des déplacements. Le faubourg Saint-Germain est désert, mais à la chausée d'Antin le mot de baron résonne en toutes les antichambres.

Tel banquier se fait appeler baron par ses domestiques ; tel autre se fait appeler baron ; M. Dupin se fait appeler baron ; ces messieurs se font tous appeler barons, et se congratulent entre eux du titre de baron, avec le plus grand sérieux du monde.

Ohé ! messieurs, allez prendre des leçons de simplicité de votre souverain même.

En effet, jusqu'à présent, c'est au palais du roi que les choses se font avec le plus de bon sens. C'est-là, dit-on, et là seulement que l'on trouve de la dignité sans morgue, de la dignité véritable, de la dignité d'homme. Sans doute, on y dine bien, très bien, parfaitement bien, car la liberté n'a rien d'incompatible avec l'art culinaire ; et même on peut dire que les banquets patriotiques lui feront faire un pas immense. L'esprit humain n'en est plus au brouet noir des Spartiates, et c'est fort heureux.

Mais si les diners de la nouvelle cour rappellent par leur succulence, ces diners de l'ancienne, qui justifiaient si bien le mot de restauration, il n'en est pas de même sous le rapport de l'étiquette. Politesse sans gêne et gaité sans turbulence, voilà ce qui les distingue. On y mange à son appétit, on y boit à sa soif, on se sert indifféremment de sa droite ou de sa gauche, on s'y mouche à son besoin ; on y tousse quand on a du rhume. Enfin, on y parle à son goût, politique, agriculture, beaux-arts, mécanique, et même littérature, le tout avec franchise et liberté. Les diners du Palais-Royal sont les diners du premier bourgeois du royaume. Vraiment, il y a loin de là aux diners de Charles X, à ces festins baroques où Sa Majesté s'asseyait seule avec elle-même.

On entrait voir avec des billets ; et les personnes assez heureuses pour en avoir, circulaient à l'entour et regardaient le roi manger et boire. C'est ainsi que cela se pratique à la ménagerie de M. Martin.

Toutefois, il devient de mode dans le monde des nouveaux aristocrates, de dire : « J'ai dîné au Palais-Royal, je vais dîner au Palais-Royal, je dînerai au Palais-Royal ; etc. » Vous ne rencontrez partout que dineurs au Palais-Royal, vrais ou faux. Parbleu ! je plains Sa Majesté si tous les sots ont mangé son potage, qui s'en vante de par la ville !

Mais à propos de ces diners ; il faut que je vous conte une aventure qui en ce moment, fait la joie de tous les salons hostiles. Le maire d'une petite bourgade était allé présenter au roi les hommages de ses trois cent soixante et quinze administrés. Après le compliment d'usage et la réponse de rigueur, Sa Majesté l'invite à dîner pour le lendemain. « Merci, Sire, je suis engagé ailleurs. — Eh bien ! que ce soit pour après demain. — Impossible, Sire, ma place aux Messageries. — Eh bien ! donc, que ce soit pour aujourd'hui. — Volontiers, Sire. »

Après le dîner, M. le maire remarqua que les autres convives se rendaient aux lavabos destinés aux ablutions. Peu au fait des usages du grand monde, le magistrat campagnard, qui craint le ridicule, se décide à faire exactement tout ce que feront les autres. Il en voit qui prennent un vase, l'approchent de leur bouche et font mine de boire. Aussitôt, il prend un vase aussi et s'imaginant qu'il contient quelque chose de délicieux, quelque liqueur, quelque nectar très-propre à faciliter la déglutition, il se hâte de boire. « Diable ! se dit-il, après la première gorgée, voilà qui est bien mauvais ! N'importe ! nous sommes chez le roi... chez un roi citoyen, qui méritait notre amour et notre dévouement ; un roi enfin qui m'a assuré ce matin qu'il était très sensible à l'hommage de mes administrés. D'ailleurs, lorsque, comme moi, on a l'honneur d'être le représentant d'une population de trois cent soixante et quinze personnes, on doit être trois cent soixante et quinze fois plus patriotique qu'aucun autre. Dévouons-nous donc, et buvons le calice jusqu'à la lie. Vive la liberté ! »

Et ce disant, M. le maire avale le reste. Qu'était-ce ? — Une pinte d'eau tiède. (P. Aigle.)

## ENCORE UN CHAPITRE A CANDIDE.

« En France, dit-il, puisqu'on y est libre. — Avez-vous votre passeport ? — Non : un citoyen n'en a pas besoin, je pense. — Alors vous allez me suivre à la préfecture ; de là chez le consul, si vous êtes étranger, de là à la mairie, si vous êtes

vagabond ; de là au cachot, pour trois mois, si personne ne justifie de votre identité.

— Mais je suis Français ; je me nomme Candide, parent de Jacques Bonhomme.

— Suivez-moi toujours. »

Comme il avait de l'argent, trois témoins de profession attestèrent qu'il n'était ni vagabond, ni étranger, ni un autre que lui. On le relâcha.

« Quel bonheur d'être dans un pays libre, de pouvoir faire de la philosophie au grand air, à table d'hôte, en diligence, à pied et à cheval.

— C'est un protestant ; qu'on l'assomme !

— C'est un libéral ; sa tête !

— Vive Trestaillon ! vivent les verdetts !

— Il paraît que je me suis trompé de route, et qu'au lieu de rentrer en France, j'ai gagné le Piémont : car si j'étais dans un pays libre, mes concitoyens ne voudraient pas m'égorger au débotté. Suis-je à Nîmes, M. l'habitant ? »

Comme il achevait ses réflexions et sa demande, un caillou royaliste lui déchira la poitrine et le renversa sur les arènes.

Philosophes ont la vie dure : il attendit la nuit pour se relever, et le matin il était déjà sur la route de Marseille.

En arrivant dans cette ville, riche en anchois, en ail et en jésuites huileux, il fut fort étonné de voir encore flotter le drapeau blanc sur le fort St-Jean.

« Or, dit-il à M. le marquis de Mongrand, pour un maire, vous êtes bien naïf ou bien coupable. Voilà huit jours que les Bourbons ont été chassés à coups de fourche, et vous vous obstinez à conserver leur emblème. Si Pangloss était ici, il vous ferait un beau discours sur le devoir des magistrats. »

Comme en ce moment passait le président Reguis, accompagné d'un capucin et d'un portefaix, notabilités du pays, il fut appréhendé au corps et jeté dans la prison où, quinze ans auparavant, fut écroué feu Alphonse Rabbe.

Tourmenté pour son passeport, assassiné par des royalistes, emprisonné par des Marseillais, Candide s'écria : « On m'a donc trompé lorsqu'on m'a assuré que les Français venaient de conquérir leur liberté ! »

Cependant après quatre jours de détention, on le jeta sur la route de Paris.

A son entrée dans la capitale, un commis aux barrières lui dit : « Monsieur, vous êtes en fraude ; vous avez dans votre malle trois bouteilles de rhum et six cents cigares de la Havane.

— Vous plaisantez, je crois. N'avait-on pas promis au peuple de le décharger de l'impôt onéreux de l'octroi ?

— On le lui avait promis, c'est vrai.

— Et pourquoi ne pas tenir cette promesse ?

— Cela ne me regarde pas. Daignez me suivre, ou abandonnez vos bouteilles de Rhum et vos cigares. »

Attendu que Candide ne pensait pas qu'une révolution enrichit tout le monde du jour au lendemain, et que tout ce qu'on peut désirer, en état de liberté, consiste dans la faculté de pouvoir exercer son industrie au soleil, il se fit journaliste.

Le lendemain de l'apparition de son journal, le fisc en arrêta la publication.

« Pourquoi cette injustice ? s'écria-t-il amèrement ; n'ai-je pas le droit de publier mes opinions ?

— Oui, comme vous avez celui d'avoir des cigares et du rhum dans votre malle, en payant un impôt. Versez cent-vingt mille francs de cautionnement, et à part les poursuites du parquet, les exigences des actionnaires, la susceptibilité des rédacteurs, au moyen de ce léger droit, vous pourrez publier un journal. »

Le philosophe n'avait sur lui que dix francs et la *Palingénésie* de M. Ballanche ; c'est peu de chose. « Allons ! dit-il, je serai médecin ou avocat : on plaide et on meurt, je pense, à Paris. »

A peine eut-il trouvé un malade, que la Faculté le fit arrêter et conduire devant un conseil pour avoir exercé illégalement la médecine.

« Mais n'est-il point ridicule, s'écria-t-il qu'on ne puisse pas être médecin, avocat, apothicaire, comme on est teinturier, tondeur de chiens et marchand de bric-à-brac ?

On le mit à la porte parce qu'on le crut un peu fou. »

« Il ne me reste plus maintenant qu'à me jeter dans les clubs. Là, je dirai que les idéologues, les éclectiques sont des loups déguisés en mouton ; que le peuple est aussi oublié que sous les Bourbons ; je dirai... »

On l'arrêta comme un gendarme déguisé.

## LA RELIGIEUSE.

On m'avait dit : elle va venir ; et je l'attendais.

Dans ce Paris, où les rues n'offrent que de la boue souvent et du tumulte toujours, un cloître, avec son atmosphère de paix et de silence, m'apparaissait comme un souvenir de vertu dans une existence de fête.

Sous les sombres allées d'un vaste jardin, où chaque plante a sa verdure, chaque fleur son encens, au vague murmure des bruits de la ville, je me croyais presque dans ces campagnes de la Normandie, où parfois la brise jette, en passant, le bruissement lointain de la lame sur le galet des grèves.

Et j'étais tenté de me dire :

« Heureux qui, dans ce monde d'orage, habite cette enceinte de repos ! C'est une oasis qui verdoie au milieu des sables arides ; c'est une jeune fleur de nénuphar qui flotte, ile de parfums sur le désert des eaux !... »

Et je me pris à réfléchir.

En toutes choses, trop de réflexion effeuille la poésie : et dans cette nature factice je trouvai trop de symétrie ; dans ce calme uniforme trop de profondeur. Pas un oiseau qui chantât sous les feuilles ; pas un ruisseau qui murmurât sur des cailloux ; du silence partout, du silence de cinetière.

Il y avait de la mort dans cette immobilité de solitude ; dans cette paix monotone il y avait du néant.

... Béné soit le ciel de ce que l'arrivée de sœur sainte Thérèse (c'est ainsi qu'ils appellent Julie), vint m'arracher à mes tristes pensées !

Ce n'était plus cette jeune fille aux yeux d'azur, à l'air candide, à la bouche riieuse : tout ce que peut changer la douleur était changé.

Je ne pus rencontrer ses regards sans que mes yeux s'em-

plissent de larmes.

Elle devina l'état de mon cœur.

— Je suis heureuse... que puis-je regretter du monde ? oh ! monsieur (elle disait autrefois mon ami !), il y a bien du mensonge dans ses fêtes ! dans ses joies bien du fiel !

Faible plante, j'échappe dans le creux du vallon aux orages de la plaine. Ici, je prie, le jour ; la nuit, je prie encore. Toute ma vie est une prière... Je suis heureuse.

— Julie !... vous ne regrettez rien du monde ?

— Rien... je suis heureuse.

— Quoi ! jamais de votre cellule vous ne reportez votre pensée sur les lieux que vous avez quittés ? Jamais vous ne songez à ces bois, si frais au renouveau, si mélancoliques au tems d'automne ?

— Je suis heureuse... (et ce disant elle soupirait !)

— Et cette famille dont vous étiez la joie ; votre mère et sa longue tendresse, votre père et ses baisers du soir !

— Je vous l'ai dit, Alfred, je suis heureuse... (Une larme roulait sur sa joue !)

— Alfred !... et ce nom ne vous rappelle-t-il rien ? Julie, n'est-il rien dans le passé qui vous coûte un regret ?

— Grace, ah ! grace, par pitié ! vous me faites mourir... (et ses joues étaient pâles ; et je la voyais prête à défaillir !)

La douleur avait tari ses larmes ; elle s'assit sur un banc de gazon ; et puis quelques instans après, devenue plus calme elle me serra la main, et s'éloigna, sans m'oser regarder.

Je l'ai revue depuis, mais jamais elle ne m'a parlé de son bonheur.

Et moi, je me demande si, lors même que le suicide serait sanctionné par les sociétés, on ne devrait pas défendre les tortures qui peuvent en prolonger l'agonie.

## PORTRAIT DE MADAME DE POMPADOUR.

Chose assez difficile à croire aujourd'hui, j'étais à l'âge de cinq ou six ans un enfant fort laide ; si bien qu'on s'étonnait de voir à une mère aussi belle une petite fille ainsi faite. Il paraît que j'ai changé depuis ; car tous les ambassadeurs du monde, depuis celui du Turc jusqu'à celui de l'évêque de Mayence, m'ont assuré en plein conseil et devant Sa Majesté qu'ils ne possédaient pas, dans leur empire respectif, une aussi jolie femme que la marquise de Pompadour. Mais à l'époque dont je parle, j'éprouvais une bien grande peine lorsqu'on me répétait chaque jour qu'il fallait être d'autant plus sage que j'étais moins belle, et remplacer par des talens les charmes qui me manquaient à ma figure. Si quelque chose pouvait me consoler de cette disgrâce, c'était d'entendre dire à M. Le Normant, l'un des amis de ma famille : *Laissez à sa figure le temps de se débrouiller, et vous verrez.* « Ma mère, ajoutait-il, jusqu'à l'âge de sept ans avait la figure d'une taupe ; à quinze elle était la plus belle personne du pays. » La mère de M. Le Normant avait aussi mal commencé que moi, à ce qu'il paraît ; nous nous sommes l'une et l'autre heureusement débrouillées. Je ne crois pas toutefois que cette dernière expression fût employée bien justement à mon égard, puisqu'elle semblait indiquer des traits empâtés et comme ébauchés, qui, avec les années, auraient pris leur développement. Ma figure était au contraire, dès cette époque, un composé de ces traits fins et mignons qui font encore aujourd'hui le principal mérite de ma beauté. J'avais à cet âge la bouche très-petite ; mais elle avait l'aspect d'une bouche qui siffle, et je ne savais lui donner aucune expression. Un faible sourire, venant à étendre ces lèvres ramassées, en eût fait ma bouche d'aujourd'hui. Plus tard, m'étant aperçue que mes lèvres avaient peu d'éclat, j'ai pris l'habitude de les mordre, afin d'y attirer le sang et de les rendre plus vermeilles ; mais cette ruse de guerre, qui me réussit d'abord, m'a joué depuis un bien mauvais tour : car c'est à elle que je dois en partie d'avoir aujourd'hui les lèvres fanées. Mon joli nez n'était alors que maigre et trop long pour mes joues creuses et pâles.

Comme au premier aspect, l'on n'apercevait guère dans ma tête que mes deux yeux brillans et nettement dessinés, mes petites amies, qui me trouvaient l'air étrange, avaient qualifié assez heureusement ma figure en me donnant le sobriquet de la rate.

(Extrait des Mémoires de Mme de Pompadour.)

## MARTAINVILLE ET LE VERRE DE KIRSCH.

Le moment de la mort est celui du partage des souvenirs sur celui qui a vécu ; les uns ont déjà pris dans l'héritage Martainville les traits de vénalité, d'autres des anecdotes plus ou moins immorales. Il reste un fait qui pourra être de quelque profit ; il prouve que le journaliste qui se vendait et se livrait pour un pâté de foie gras ou une terrine de Nérac, a su, dans les commencemens de sa carrière, imposer fortement silence au démon de la friandise qui le torturait.

Martainville fréquentait le café sur le boulevard du Temple, je crois le café du théâtre de la Gaité. Le limonadier était créancier de l'homme de lettres pour une somme assez ronde, les ressources de l'écrivain n'étaient pas assurées comme elles le furent plus tard. Martainville était recherché pour sa conversation spirituelle et son caractère caustique et jovial ; personne n'entrait au café qu'il ne tint à honneur de lui faire accepter un verre de liqueur. Martainville affectionnait le kirsch, et il n'acceptait jamais que cette liqueur qu'un garçon de confiance lui versait. Le compte était aussitôt soldé par la personne qui avait fait l'offre à l'auteur. Or, le maître limonadier était seul dans la confidence de ce que venait de boire Martainville. Ce kirsch, si limpide, si transparent, si perlé, était de l'eau pure clarifiée dans laquelle on avait jeté quelques grains de sucre candi. L'homme de lettres le buvait rapidement, son ami payait, le limonadier recevait le prix d'un verre de kirsch ; il déchargeait d'autant le compte de son débiteur ; et quand Martainville eut bu deux ou trois cents verres d'eau, il fut quitte envers le limonadier.

Martainville était bien jeune quand il fit cet acte prolongé d'abstinence ; depuis ce tems le despotisme de son estomac ne lui eût peut-être pas permis de renouveler une épreuve si pénible. Peu de gourmands l'imiteraient. A défaut de civisme, le défunt laisse ce grand exemple d'abstinence et ce respect pour une dette contractée.

## BONS MOTS DE M. DE TALLEYRAND.

— Le jour de la première frédication, l'évêque d'Autun, au



moment où il se rendit à l'autel pour célébrer la messe, ayant aperçu le commandant de la garde nationale, M. de Lafayette placé près de lui, lui dit tout bas : Ah ! ça, je vous en prie, ne me faites pas rire.

— M. de Talleyrand arrivait en poste à Paris par la Barrière d'Italie avec un étranger de distinction, qui s'empressa de lui demander à quel édifice appartenait le dôme qu'il voyait s'arrondir dans les airs. — Au panthéon, dit le prince. — Oh ! oh ! reprit l'étranger, c'est là que la patrie reconnaissante placera la dépouille des grands hommes qui l'auront illustrée ! — Justement..... On y met des sénateurs en attendant.

— Lors de l'apparition des *Martyrs* de M. de Chateaubriand, cet ouvrage excita un tel empressement que l'on s'en disputait les premiers exemplaires. Les *martyrs* étaient l'objet de toutes les conversations. M. de Fontanes, fidèle ami de l'auteur, malgré sa disgrâce et quoique courtisan lui-même était le plus ardent admirateur de la nouvelle production d'un homme de génie. Invité chez M. de Talleyrand qui n'avait pas encore lu les *Martyrs*, M. de Fontanes en fit une analyse toute d'enthousiasme, et finit par dire comme quoi Eudore et Cymodocée étaient jetés dans le cirque et dévorés par les bêtes. — C'est comme l'ouvrage dit M. de Talleyrand.

— Et que dira le *Faouille Saint-Germain* ? était une de ces expressions dont l'ironie fut familière à Napoléon. Après la victoire d'Austerlitz, et les faveurs dont il avait comblé M. de Narbonne, il crut que la mère de ce général, une des plus vieilles et des plus entêtées aristocrates dont il subissait l'opposition était enfin gagnée. — Votre mère m'aime-t-elle cette fois ? demanda-t-il à son aide-de-camp. Celui-ci était embarrassé de répondre, M. de Talleyrand s'avança. — Sire, madame de Narbonne n'en est encore qu'à l'admiration.

— Carnot n'était point un faiseur de bons mots ; l'homme le plus positif qui ait peut-être existé ne pouvait exprimer ses jugements autrement que d'une manière positive comme lui-même. Cependant, un jour qu'il discutait avec Barras sur les diverses causes pour lesquelles on méprise les hommes ; Talleyrand, lui, les méprise, dit-il, parce qu'il s'est beaucoup étudié.

— M. de Talleyrand a peint les émigrés par ce mot : *Des gens qui n'ont rien appris ou rien oublié depuis trente ans*. Il les appelle également quelquefois les *étrangers de l'intérieur*.

— Un jour que M. de Cuvier venait de défendre à la chambre des pairs, en qualité de commissaire du gouvernement un projet de loi du ministère Villèle ; — Je parie, lui dit gravement M. de Talleyrand après la séance, que le premier naturaliste de l'Europe ne sait pas quels sont les plus reconnaissans de tous les animaux. — Monseigneur veut sans doute faire une plaisanterie ? — Non, point ; je parle très-sérieusement. — J'ignore ce que... — Vous ne le savez pas ? Eh bien ! je vais vous le dire. Les plus reconnaissans de tous les animaux, ce sont les dindons, les jésuites les ont autrefois amenés en France, et aujourd'hui les dindons y ramènent les jésuites.

— Vers la fin de 1815, un solliciteur de distinction eut recours à la protection de M. de Talleyrand pour obtenir un emploi. — Je suis disposé à vous servir, dit celui-ci ; mais il faudrait avoir et faire valoir des titres... — Mais, prince, je suis allé à Gand... — A Gand ! En êtes-vous bien sûr ?... — Comment ?... — Oui, dites-moi franchement si vous y êtes allé ou si vous n'avez fait qu'en revenir ; car, voyez-vous, j'y étais, à Gand, moi... nous y étions sept ou huit cents ; et, à ma connaissance, il en est revenu plus de cinquante mille.

— *Napoléon et l'étudiant* tel est le titre d'un drame qui vient d'être reçu au théâtre Français, Michelot remplira le rôle de Napoléon.

— Le comte de Rostopchin disait : je suis venu exprès à Paris pour y voir les deux plus grands farceurs de l'Europe, Potier et Talleyrand.

Un solliciteur s'étant présenté dernièrement chez M. le ministre de l'intérieur, M. le ministre lui demanda quels titres il avait pour obtenir la sous-préfecture qu'il demandait : « Je n'en ai qu'un, a répondu le solliciteur ; c'est le titre de la Charte dans lequel il est dit expressément que tous les Français sont admissibles aux emplois civils et militaires : or, je suis Français, et vous ne voudriez pas, monsieur, commencer votre carrière ministérielle par violer la Charte. » On ne nous a pas fait connaître la réponse du ministre.

— La provision de tabac que le roi George IV a laissée était de seize quintaux ; elle a été vendue à un marchand de tabac pour 400 livres sterling ou 10,000 francs.

— La famille Polignac est originaire de l'état vénitien ; son nom est Pollastrone, qui signifie en français *gros chapon*. Ce nom était un peu rustique, ils ne s'en servent que rarement. Ils ont acheté la terre de Polignac, près le Puy-en-Velay, dont ils portent le nom. Ils ne sont connus en France que depuis l'entrée de Catherine de Médicis.

— Voici un trait qui peint on ne peut mieux le caractère de l'époque. L'affiche du théâtre de Marseille annonçait dernièrement qu'entre le premier et second acte de *Tancredi* on danserait le pas anglais. A peine les danseurs se sont-ils montrés sur la scène, qu'on s'est écrié de toutes parts : assez, assez, retirez-vous. Ce mouvement était dicté par une idée généreuse. On trouvait inconvenant qu'on ridiculisât une nation qui, dans ce moment, expédie son or pour secourir les veuves et les orphelins des patriotes de la grande semaine. Trop de sympathie nous unit aujourd'hui au peuple anglais, pour que nous puissions souffrir dorénavant qu'on le ridiculise sur nos théâtres.

— Un curé des environs de Paris fut entendu un dimanche sur le nouveau projet de loi relatif à l'abolition de la loi du sacrilège. Il s'est écrié : « Mes chers paroissiens, il n'y aura plus rien de sacré ! le bénitier sera aux yeux de la loi une terrine d'eau, la bannière une serviette, le tabernacle un buffet, et ceux qui attaqueraient l'Agneau pascal ne seront pas plus punis que ceux qui prendraient une côtelette chez le boucher.

— Il y a eu 20,000 francs parés entre M. D. et M. R. que M. de Talleyrand serait ministre avant six semaines, en compagnie de M. Thiers, ancien rédacteur du *National*.

— L'affluence des solliciteurs est si grande à Paris, que les ministres songent sérieusement à faire exécuter la loi martiale contre les attroupemens qui se forment dans les bureaux.

— Il y a fréquemment à l'hôtel des Monnaies à Londres, huit balanciers en activité durant dix heures par jour. Chaque balancier fabrique 3,600 pièces par heure ; mais en admettant les retards accidentels qu'éprouve la fabrication, on peut évaluer à 30,000 pièces le produit journalier de chaque balancier, et par conséquent à 240,000 pièces celui des huit balanciers.

— Barrère, ancien membre de l'assemblée constituante, de la convention nationale, de la cour de cassation et de la chambre des représentans de 1815, est arrivé de Bruxelles à Paris, après quinze ans d'exil, ayant été proscrit auparavant depuis 1795 jusqu'en 1800. Barrère prononça à la Convention cette phrase remarquable : « Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas. »

— Rossini est arrivé à Paris, après une absence d'un an environ.

## ANNONCES.

### ATLAS DE L'EUROPE A L'ECHELLE DE

1  
600,000

(Projection modifiée de Flamsteed.)

Dressé sur les documens authentiques les plus récents et les cartes construites par les plus célèbres géographes, par Ph. VANDER MAELEN, membre de l'Académie Royale des Sciences et Belles Lettres de Bruxelles, de la Société de Géographie de Paris, etc. ; gravé sur pierre sous la direction de J. Collon. Cet ouvrage sera composé de 165 feuilles et d'un tableau général d'assemblage. Il paraîtra en quarante-neuf livraisons de quatre feuilles chacune sur grand colombier d'Annonay. Déjà 14 livraisons ont été livrées aux souscripteurs ; elles paraissent à des époques indéterminées, mais toutes les mesures sont prises pour que l'intervalle de l'une à l'autre n'excède pas cinquante jours.

Le prix à New-York est de quatre dollars par livraison. S'adresser au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-st, l'on pourra prendre connaissance des livraisons qui ont paru et où se trouvent des prospectus.

On ferait des échanges pour des objets d'histoire naturelle pour des collections d'insectes, de minéraux, de coquillages, etc.

Mr. G. F. WEISSE, de Paris, qui a professé dans plusieurs pensions de cette ville et notamment au *High School*, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières. Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8. Les personnes qui désireraient prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, depuis 1 heure jusqu'à 3.

### J. B. LAFOY, No. 27 Ann-street.

De retour à New-York, où il est connu depuis vingt ans pour faire les Perruques et Toupets.

Deux Poêles de fayence à vendre ; un petit tout monté et un grand démonté.

### SYLVESTER, 130 et 311 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Novembre 24, *extra class*, \$20,000, 10,000, prix du billet \$5.

Décembre 1, do. quatre de \$10,000, » 5.

» 8, do. \$20,000, 10,000, » 5.

### CLASSIQUES FRANÇAIS.

Le soussigné vient de recevoir et offre à des prix au-dessous de ceux d'Europe, les ouvrages suivans.

Œuvres de Voltaire, 75 vols 80, brochés, \$40 ; les mêmes reliés, \$75—Rousseau, 26 vols 80, reliés, \$26—Racine, 6 vols 80, brochés, \$6 ; les mêmes reliés, \$9—Molière, 6 vols 80, reliés, \$9—Bossuet, 21 vols 80, reliés, \$30—Cours de littérature de Laharpe, 18 vols 80, reliés, \$24—Le Sage, Gil Blas, 3 vols 80, reliés, \$5 ; le même broché, \$3 50—Vies des hommes célèbres de Plutarque, traduit par D. Ricard, 16 vols 180, brochés, \$5.

Tous les ouvrages ci-dessus, le Plutarque excepté, sont d'une édition uniforme, imprimés avec des caractères neufs sur de très beau papier.

Foreign and Classical Bookstore,

CHARLES DE BEHR, Director,

108 Broadway, New-York,

32 South-sixth-street, Philadelphie.

### FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivans.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.  
Pica..... 36 cents. Small Pica..... 38 cents.  
Long-Primer..... 40 Brevier..... 56  
Bourgeois..... 46 Minion..... 70  
Nonpareil..... 90 Pearl..... \$1 40  
Diamond..... \$2.

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

WM. HAGAR et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agens de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite *Washington Press*, qu'ils vendront à un prix modéré.

### BUREAU D'AGENCE, à New-York,

Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise ; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandise, bagage, etc. ; de traduire toute espèce de documens et de servir d'interprète ; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences ; de fournir les renseignemens nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des États-Unis ; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGENE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes quantités des Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

Une jeune personne française de 15 à 20 ans, sachant coudre, trouvera à se placer comme bonne en seconde, pourvu qu'elle puisse produire de bons renseignemens. S'adresser au bureau du *Courrier des États-Unis*. 74-4 f

*Avis important aux amateurs de la Danse de société et de la Walse, et principalement à ceux qui tiennent à profiter d'une bonne méthode d'enseignement :*

### ÉCOLE DE DANSE ET DE WALSE.

M. et Mme ACHILLE ont l'honneur de faire savoir que leur École de Danse rouvrira le 2 octobre.

Prix par quartier \$12, et \$5 d'entrée pour les commençans.

Ils pourront donner chez eux ou en ville, des leçons particulières. S'adresser, pour le prix et conditions, à leur demeure, Walker street, No. 84. 63-8 f

### AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agens en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent ; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare ; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenans. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pelerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabriques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

### DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricans des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitans des États-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110. 61-t f

### PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines	Départ de N.-Y.
1	Charlemagne.	Robinson.	1 <sup>er</sup> fév. 1 <sup>er</sup> juin 1 <sup>er</sup> oct.
3	Havre.....	Keene.....	10 » 10 » 10 »
2	Chs. Carrol.	Clark.....	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnel.	Hawkins.	1 <sup>er</sup> mars 1 <sup>er</sup> juil. 1 <sup>er</sup> nov.
3	Henri IV.....	J. B. Fell.	10 » 10 » 10 »
2	France.....	E Funk.....	20 » 20 » 20 »
1	Sully.....	Macy.....	1 <sup>er</sup> avril 1 <sup>er</sup> août 1 <sup>er</sup> déc.
3	François Ir.....	Skiddy.....	10 » 10 » 10 »
2	Erie.....	J. Funk.....	20 » 20 » 20 »
1	Formosa.....	Orne.....	1 <sup>er</sup> mai 1 <sup>er</sup> sept. 1 <sup>er</sup> jan.
3	De Rham.....	Depeyster	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonnaffé.	Hathaway	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel Paine.

Deuxième ligne, Bonnaffé, Boisségard et Cie. ; agens à New-York, Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer ; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston ; courtiers, Crassous & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagemens sont élégans et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondantes provisions.

Très beau Papier de Poste français à vendre chez A. THOISNIER DESPLACES, 32 Exchange-place.

### CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agens, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

A PHILADELPHIE,.....MM. F. HUTTMER.

BALTIMORE,.....ALFRED MORTON.

WASHINGTON, D. C. .... PISHY THOMPSON.

NORFOLK, Va. .... PASCAL SCHISANO.

SAVANNAH, .....JOSEPH AUZÉ.

AUGUSTA, (Ge.) .....J. P. SRTZE.

CHARLESTON, .....JUL TAVEL.

N.-ORLÉANS, .....F. GILLET & Cie.

OPELOUSAS, La. ....CHS. THIENEMAN.

DONALDSONVILLE, La. ....FRS. LEFORT, D. de P.

BATON-ROUGE, La. ....LOUIS SHEPPERS.

PLAQUEMINE, La. ....LS. DESOBRY, D. de P.

ST.-MARTINSVILLE, La. ....ADRIAN DUMARTRAIT.

VERMILIONVILLE, La. ....E. CHAIX, Directeur de la Poste.

MOBILE, Alabama. ....BASIL MESLIER.

ST.-LOUIS, Missouri. ....GABRIEL PAUL.

NASHVILLE, Tenn. ....PAUL NEGRIN.

WEST-POINT, N.-Y. ....JOSEPH DU COMMUN.

ALBANY, N. Y. ....E. CROSWELL, Albany Argus.

TROT, N. Y. ....F. ADANCOURT.

UTICA, .....SAMUEL D. DAKIN.

BURLINGTON, Vt. ....CHAUNCEY GOODRICH.

BOSTON, .....F. SALES, Foreign Book-store

POTLAND, Me. ....No. 35 Washington-street.

QUÉBEC, .....SAMUEL COLMAN.

MONTRÉAL, .....NELSON & COWAN.

ST.-THOMAS, .....E. FAERE.

ST.-PIERRE, MARTINIQUE. ....JOHN THOMSON.

POINTE-A-PITRE, GUADELOUPE. ....JOHN M. DIONIS.

CARTHAGÈNE, .....SEGRETAIN.

HAVANNAH, .....EDOUARD GRISOLLE.

PORT-AU-PRINCE, .....DON JOSÉ DE LA COYA.

.....FERRAND DE BEAUDIN.

### PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression

pour la première fois et 50 cent pour chacune des fois suivantes.